

HUMAN RIGHTS,
DEMOCRACY
AND THE RULE OF LAW

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

DROITS DE L'HOMME,
DÉMOCRATIE
ET ÉTAT DE DROIT

Formation

Fondation René Cassin
Institut international
des Droits de l'Homme

Présentation

19 Novembre 2021

Droit International relatif aux droits de l'homme

Numérique et droits de l'homme

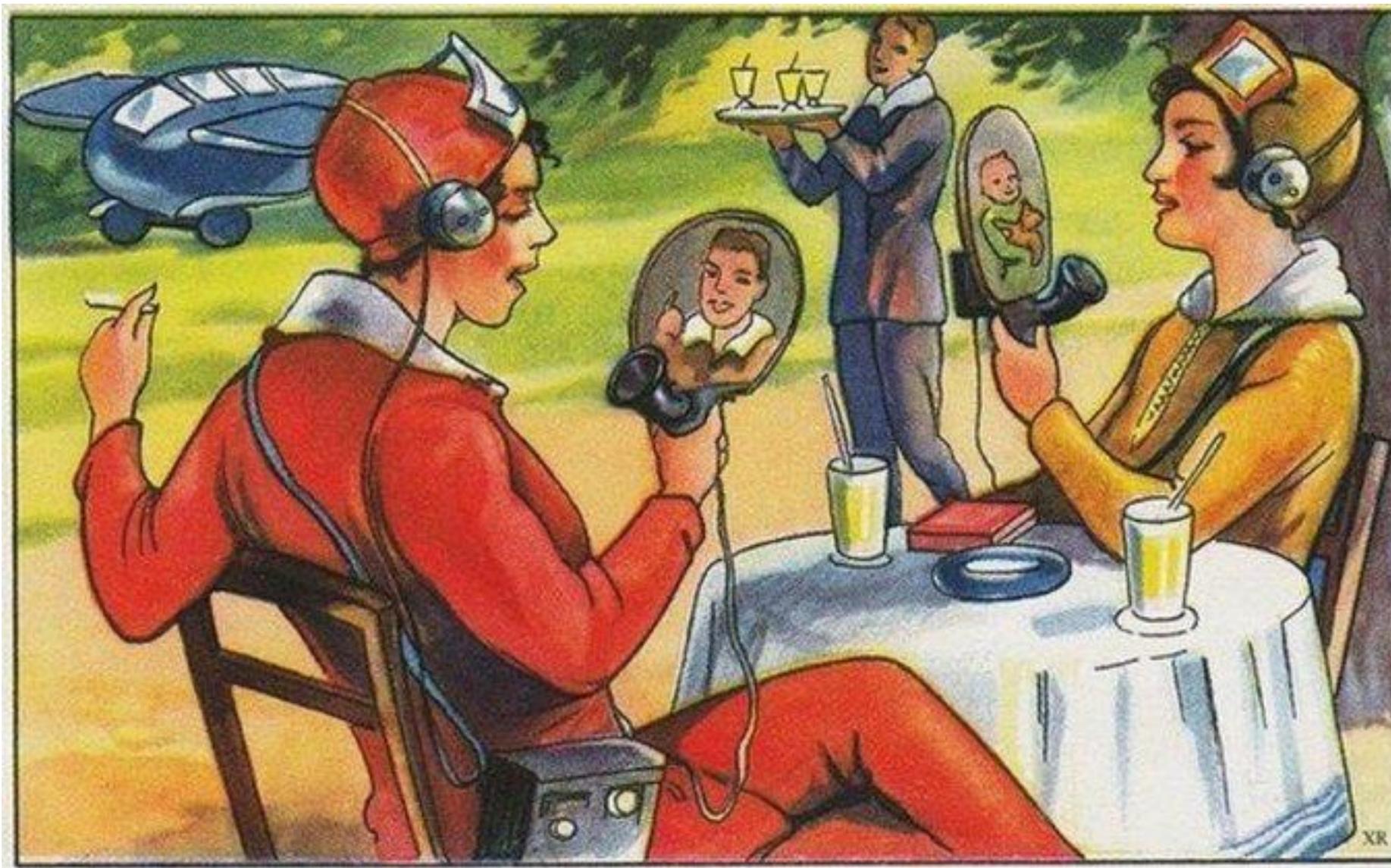
Patrick Penninckx

Chef du Service de la Société de l'information

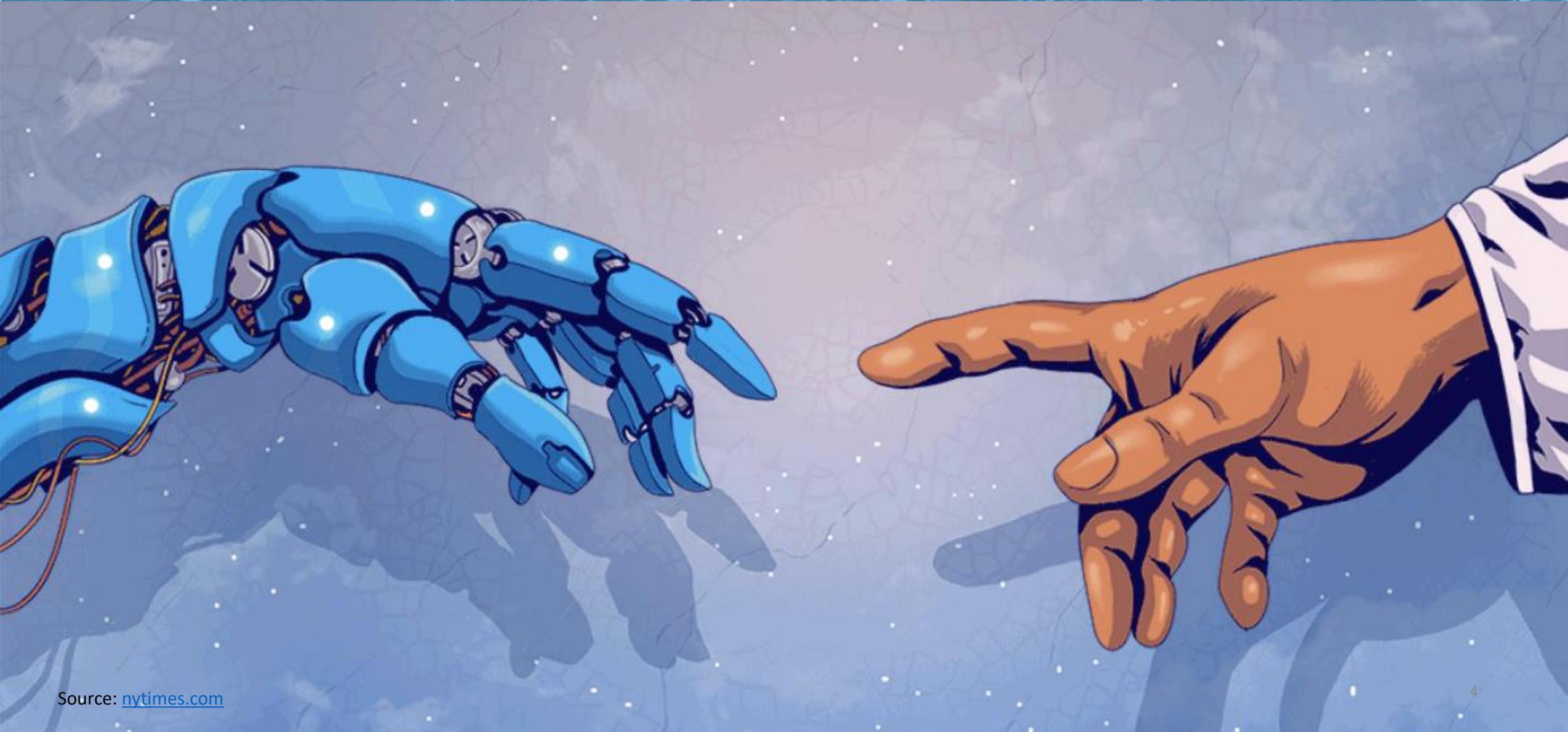


CONTENU

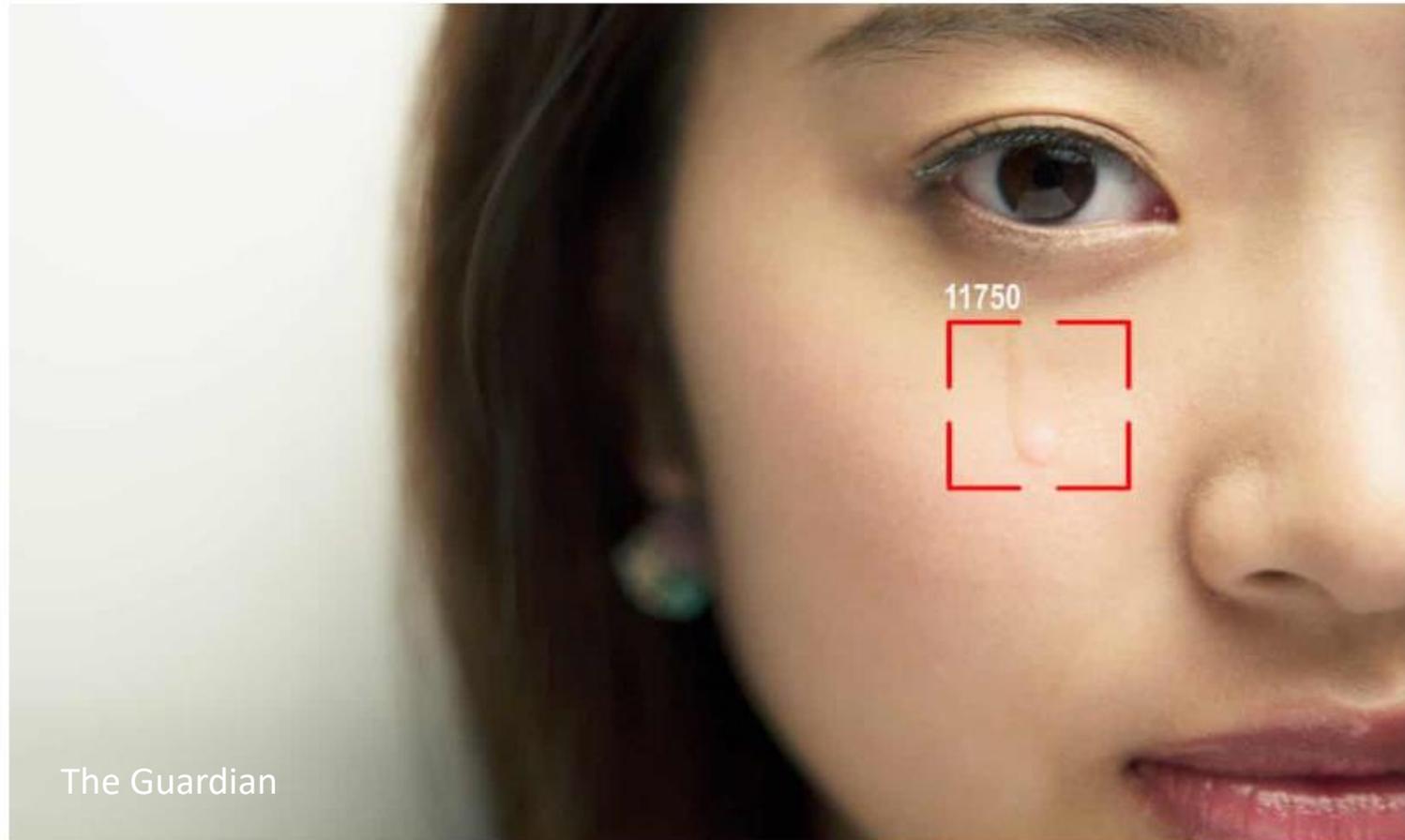
- Dernières développements technologiques
- Impacts sur les droits de l'homme et la démocratie
- Réponses du Conseil de l'Europe



La révolution technologique s'étend...



Les machines peuvent désormais prétendument identifier la colère, la peur, le dégoût et la tristesse. La "détection des émotions" est passée d'un projet de recherche à une industrie de 20 milliards de dollars.



Nous vivons tous dans un monde numérique

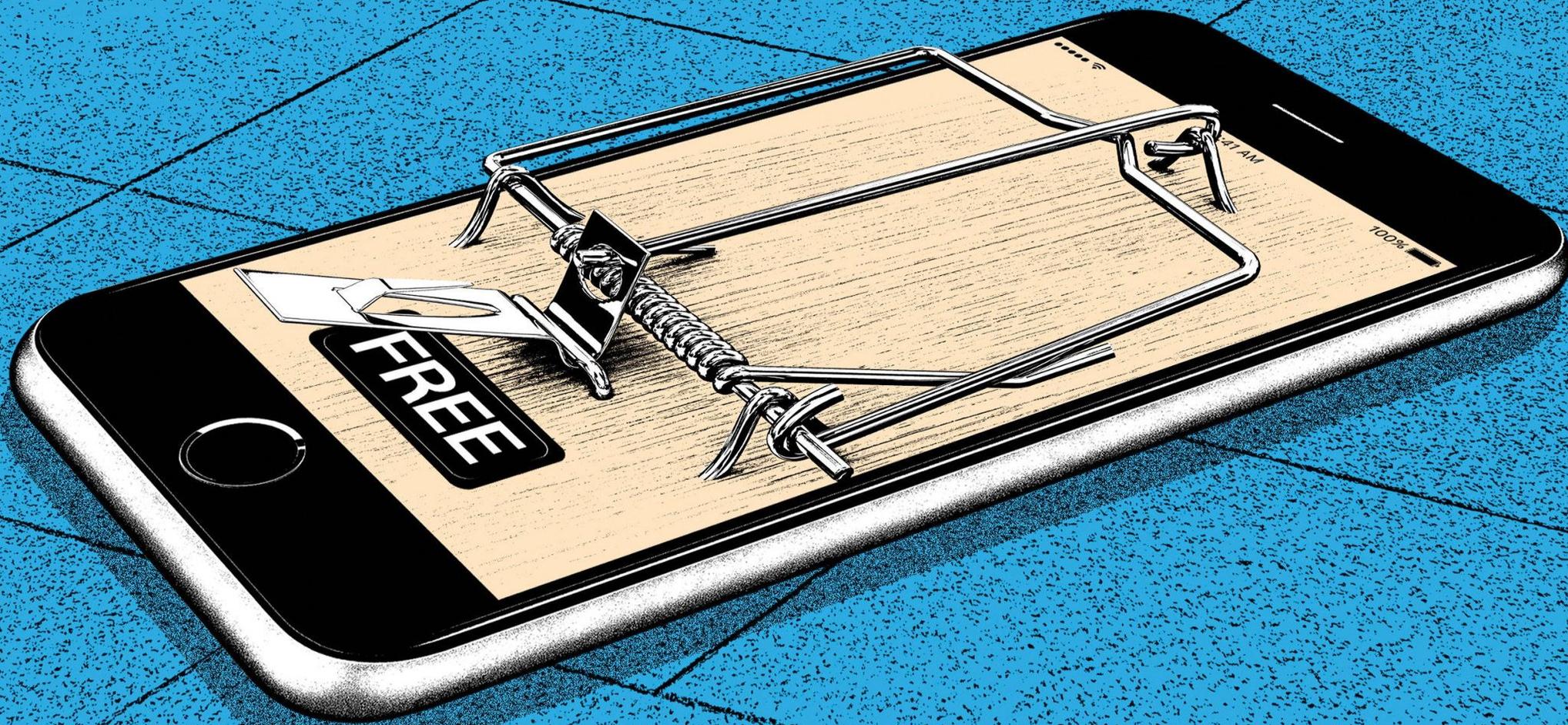




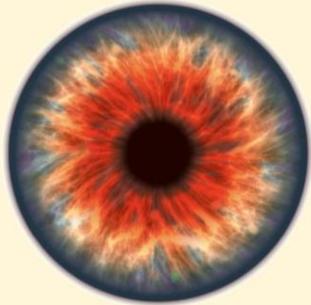
.....mais la technologie divise aussi



La technologie est-elle un bonus ou un piège ?



Yuval Noah
Harari



21 leçons
pour le
XXI^e siècle

Le monde n'a jamais été aussi inégalitaire.

L'apprentissage automatique et la robotique rendront-ils les humains économiquement superflus ?

Suis-je immoral si je ne fais rien quand il y a une crise des réfugiés ?

Les algorithmes contrôlent déjà une grande partie de notre vie quotidienne.

Des sociétés volatiles...

Personne ne sait à quoi ressemblera l'avenir.



Le dollar américain et l'euro seront menacés par les monnaies numériques telles que le bitcoin.

Source: [livemint.com](https://www.livemint.com)



La propagande alimentée par l'IA va s'intensifier, en augmentant la manipulation cognitive et la polarisation sociale.

Source: [penser-critique.be](https://www.penser-critique.be)

Demain sera différent...



L'intelligence artificielle, l'informatique quantique, la 5G et l'essor de l'Internet des objets ne sont que quelques-unes des technologies émergentes qui influencent le fonctionnement de notre société.

Demain sera peut-être virtuel...

Bienvenu dans le
Metaverse...



Impact sur les droits de l'homme

- ✓ Vie privée
- ✓ Surveillance
- ✓ Le rôle des intermédiaires de l'internet
- ✓ Fake news et discours de haine
- ✓ Élections
- ✓ Accès à l'information
- ✓ La confiance du public
- ✓ Cybercriminalité
- ✓ Discrimination

Impact sur les droits de l'homme

✓ Vie privée

Mes données personnelles sont publiques

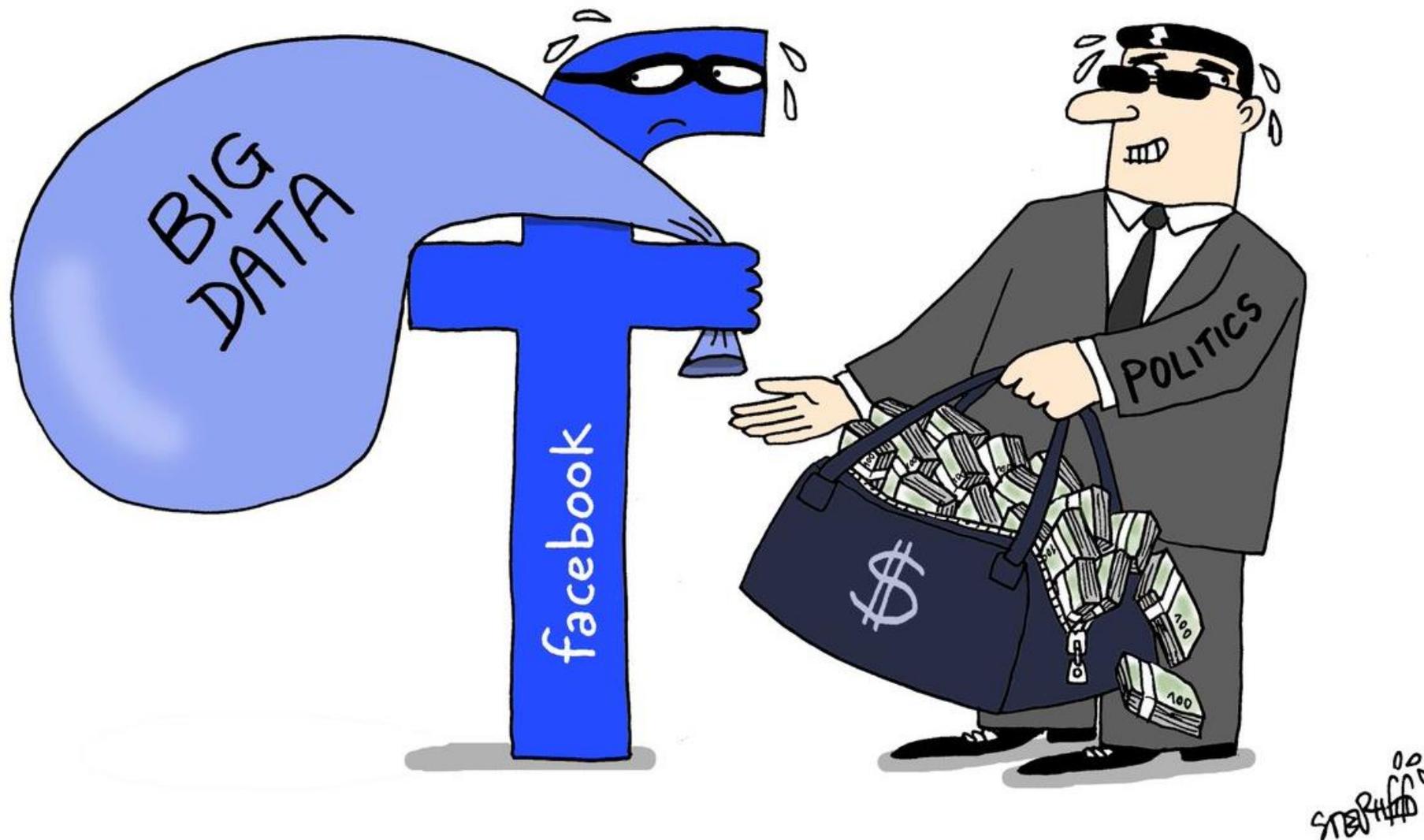


Les données personnelles de presque chaque Equatorien ont été subtilisées

FISCALIA GENERAL DEL ESTADO/TWITTER

Une fois que les données ont été exposées au monde, elles ne peuvent pas être effacées.

Mes données deviennent une marchandise





Source: Ne laissez pas les espions affaiblir le cryptage, [FT](#)

Impact sur les droits de l'homme

✓ **Surveillance**

Je suis toujours surveillé



**Votre visage :
une industrie de
20 milliards de
dollars**

**Des écrans
affichent une vidéo
montrant un
logiciel de
reconnaissance
faciale utilisé au
siège de la société
d'intelligence
artificielle Megvil, à
Pékin.**

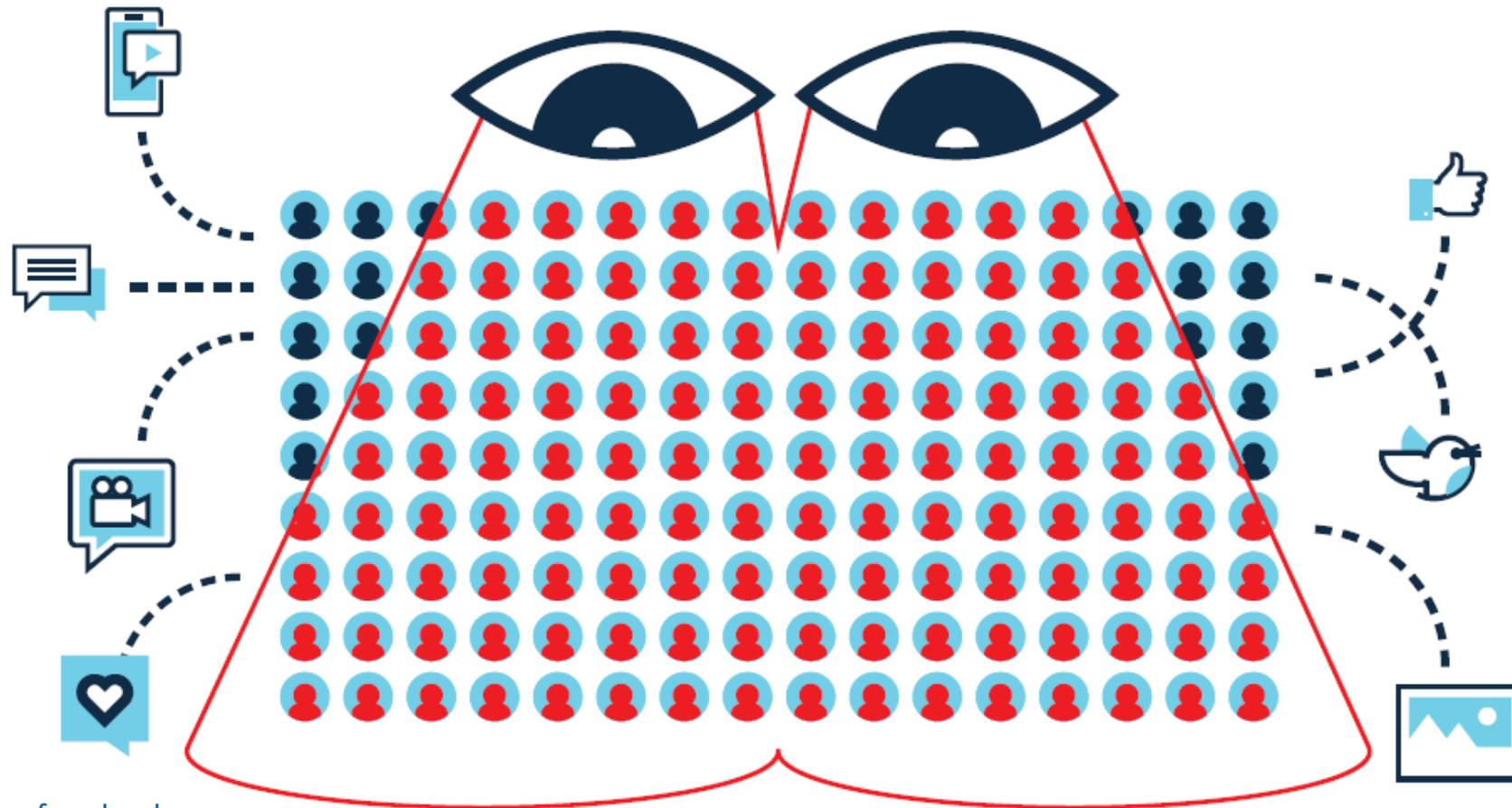






Sous l'œil vigilant de la surveillance des médias sociaux

40 des 65 pays couverts par Freedom on the Net ont mis en place des programmes de surveillance avancée des médias sociaux. Cela signifie que 89 % des internautes, soit près de 3 milliards de personnes, sont surveillés.



Impact sur les droits de l'homme

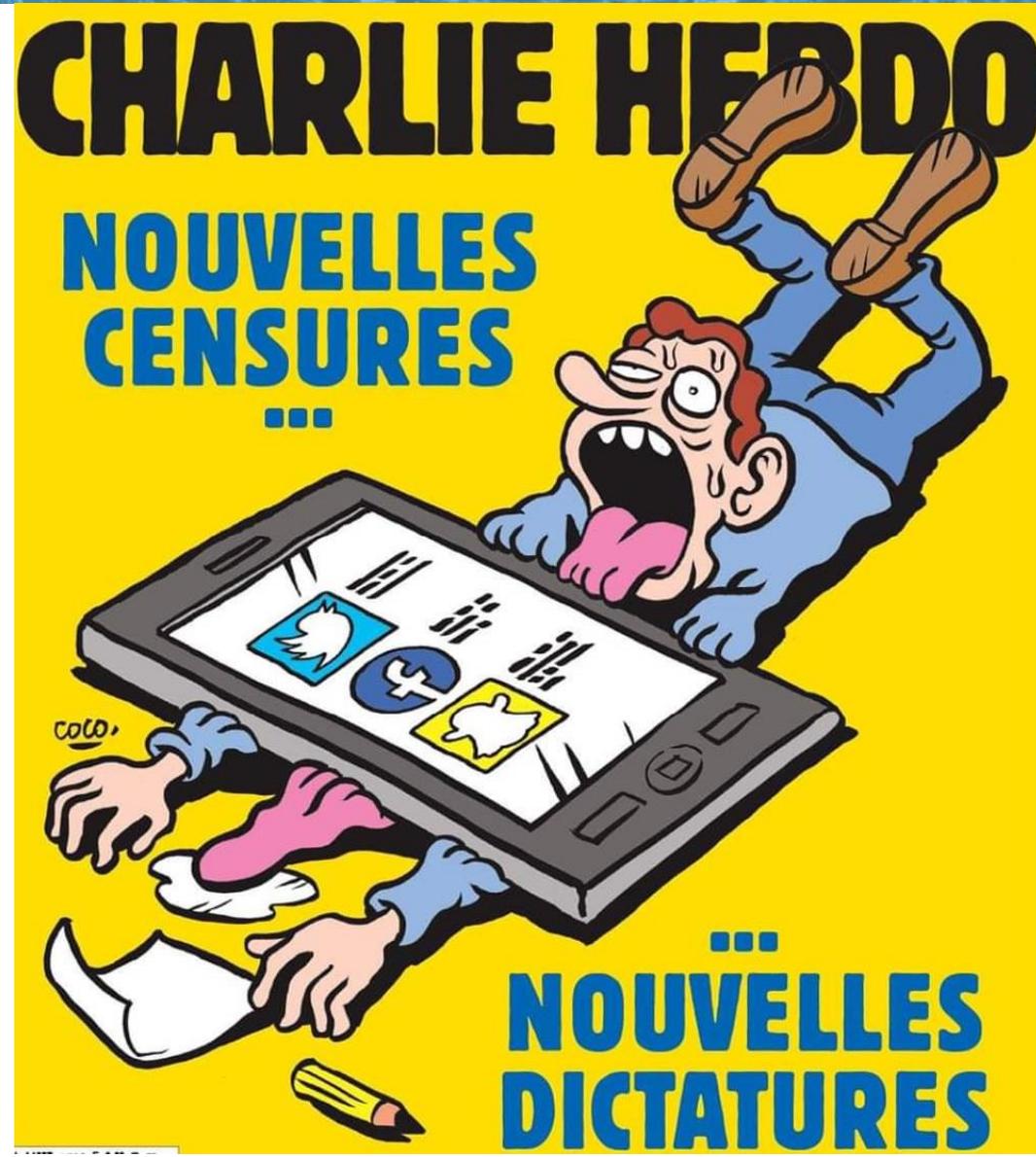
✓ **Le rôle des
intermédiaires
de l'internet**

Les GAFAM sont les principaux lobbyistes à Bruxelles

140 lobbyistes influencent les politiques de l'UE au nom des dix plus grandes entreprises de haute technologie - Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, mais aussi IBM, Huawei, Vodafone, Qualcomm et Intel.

Le "lobby numérique" bruxellois a dépensé 97 millions d'euros, soit 10 fois plus que la moyenne européenne. plus que celle de l'industrie automobile

Au total, 1500 lobbyistes sont mobilisés par 612 entreprises du secteur technologique pour 32 millions d'euros par an.





**1,3 milliard
d'utilisateurs**

100 millions en Europe

Source: [cisecurity.org](https://www.cisecurity.org)

Pourquoi TikTok est-il considéré comme une menace à la démocratie?

- **Collecte des DPI des données des utilisateurs** - L'appli collecte des données sensibles sur les utilisateurs, même lorsque ces derniers n'ont ni enregistré ni partagé leur contenu. La loi chinoise sur le renseignement national, qui stipule que "toute organisation ou tout citoyen doit soutenir, aider et coopérer avec le travail de renseignement de l'État, conformément à la loi". Cela représente une menace à la sécurité des utilisateurs de l'application.
- **Violations de la COPPA** - TikTok collecte des données provenant de toutes les tranches d'âge et, ce faisant, viole régulièrement la règle de protection de la vie privée des enfants en ligne de 1998 (COPPA).
- **Censure** - la censure par l'application de tout contenu critiquant les intérêts de l'État chinois.

Suis-je un client ou un produit ?



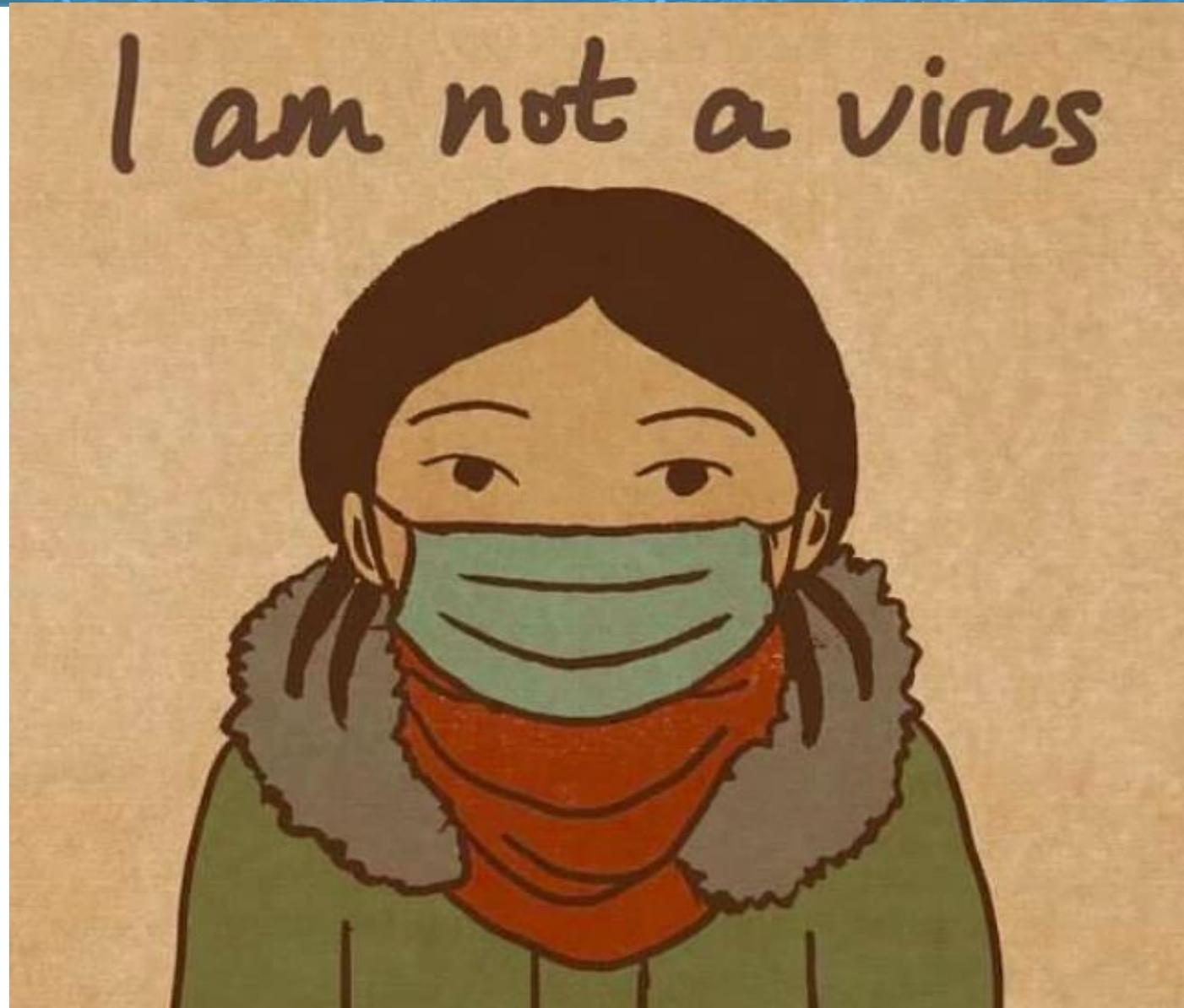
Impact sur les droits de l'homme

✓ Fake news et
discours de
haine

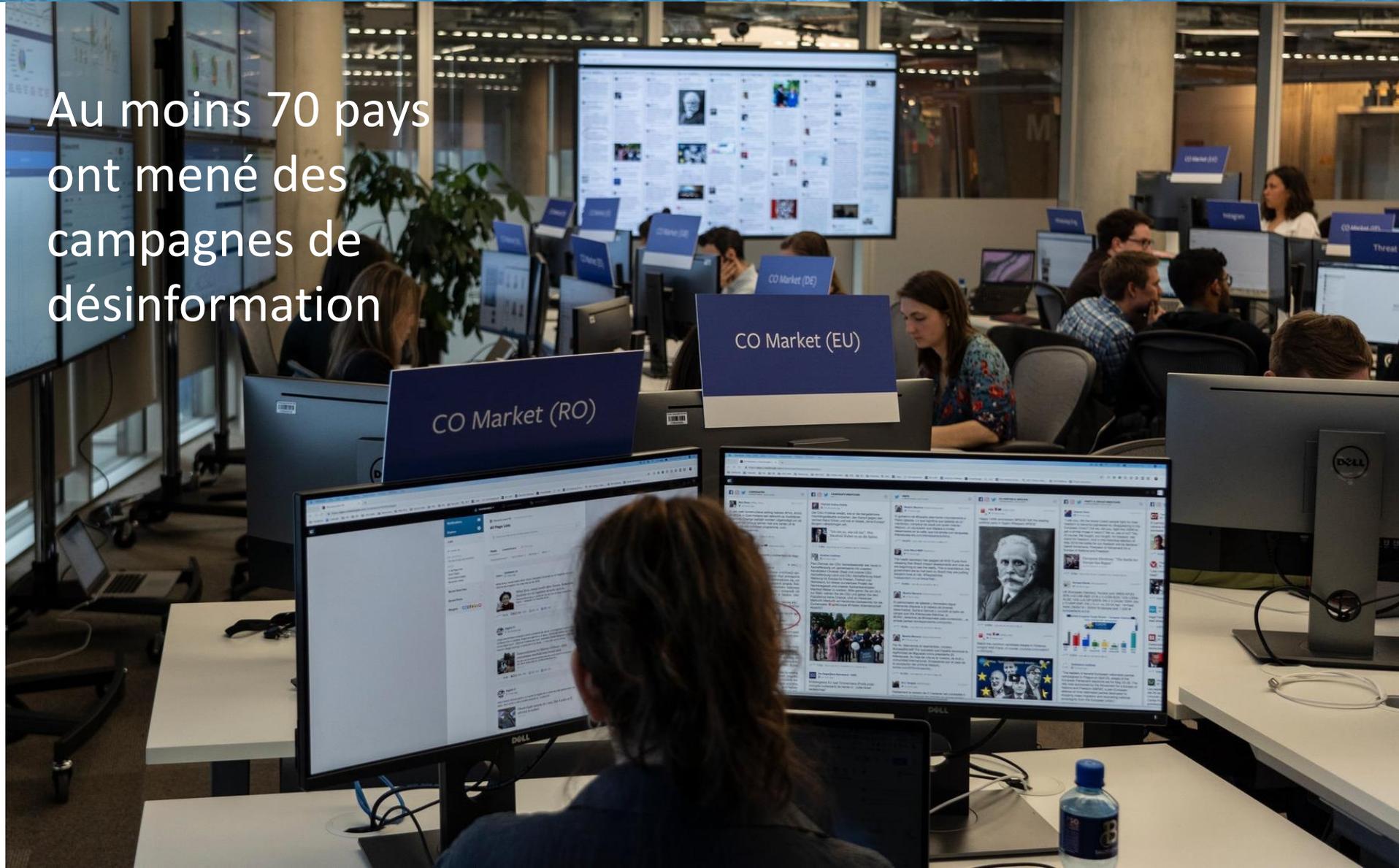
Les fake news circulent en ligne



... ainsi que les discours de haine



Au moins 70 pays
ont mené des
campagnes de
désinformation

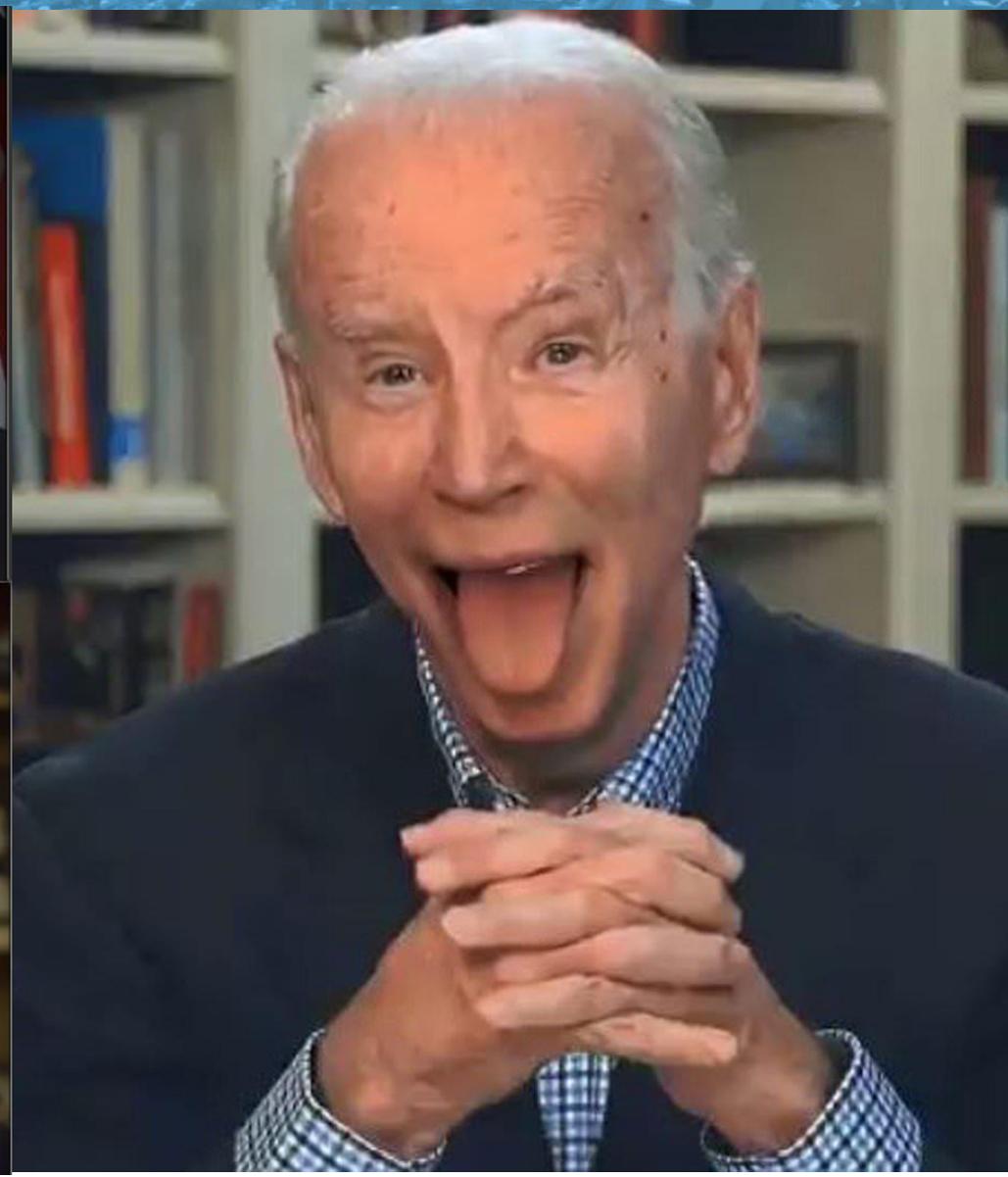
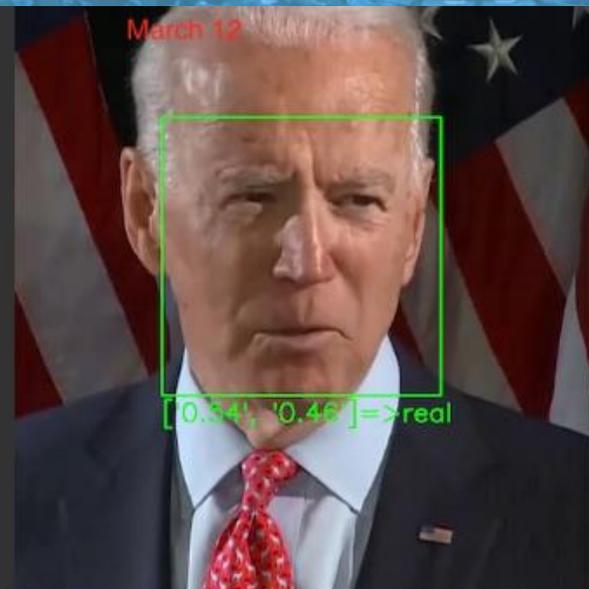


The infographic features a central circular portrait of a man with his eyes obscured by a black bar. Surrounding the portrait are several yellow sticky notes with text, connected to the portrait by dashed lines. The notes are categorized as 'FAUX' (False) or 'VRAI' (True). A magnifying glass icon is positioned above the right-side notes. A red 'X' is drawn over the note about microchips. A red question mark is drawn over the note about invisible chips. The word 'IMPOSSIBLE' is written in red at the bottom right.

- FAUX** (False):
 - a breveté l'actuel coronavirus
 - a dit qu'il veut produire des vaccins pour réduire la population
 - a dit qu'il veut produire des vaccins pour suivre la population à la trace
 - par des micropuces injectées secrètement
- VRAI** (True):
 - a suggéré (2019) l'idée d'un carnet de santé numérique
 - basé sur des puces et invisibles

© Infographie : Steve Proulx

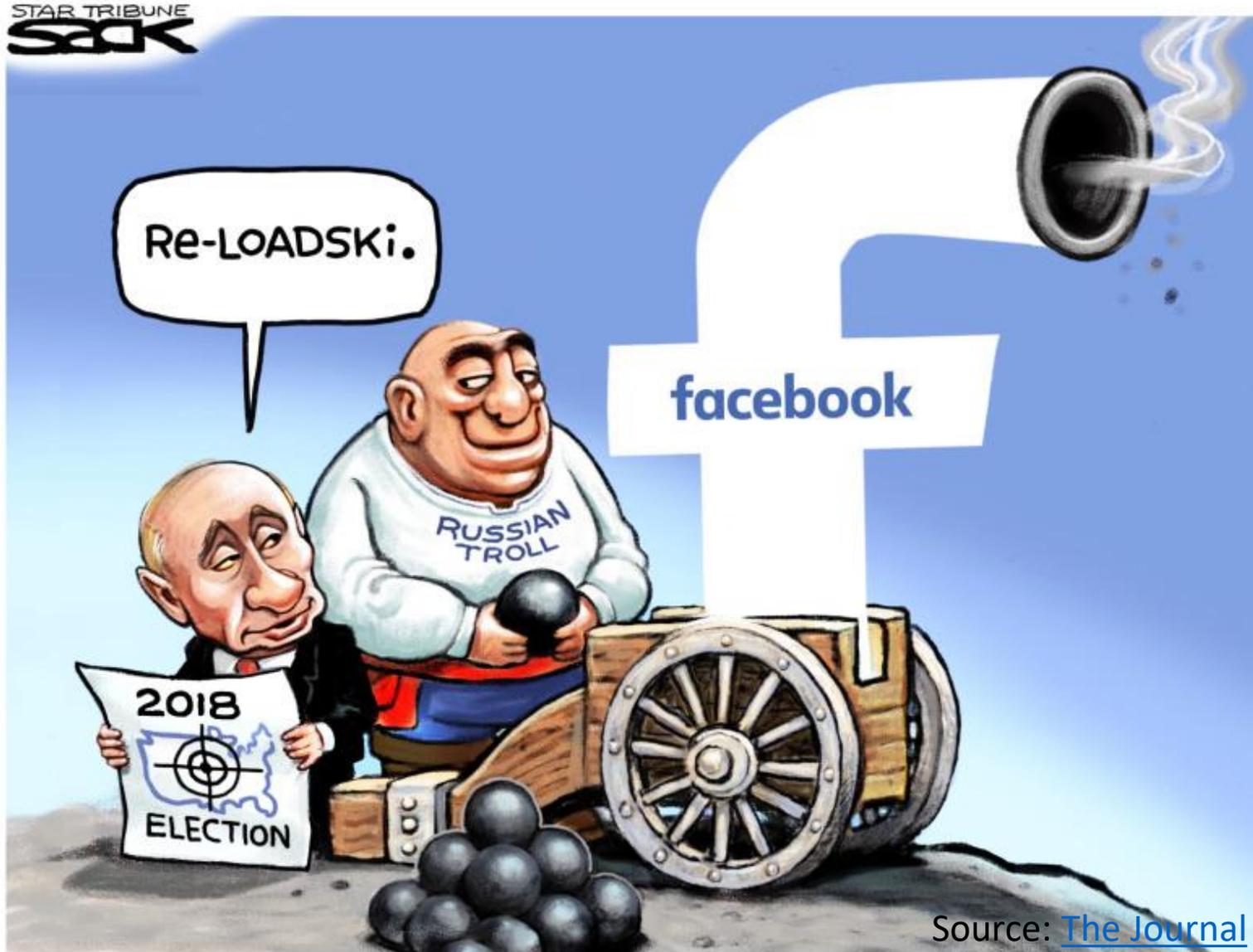
Les hypertrucages déforment la réalité



Impact sur les droits de l'homme

✓ **Élections**

La désinformation truque les élections



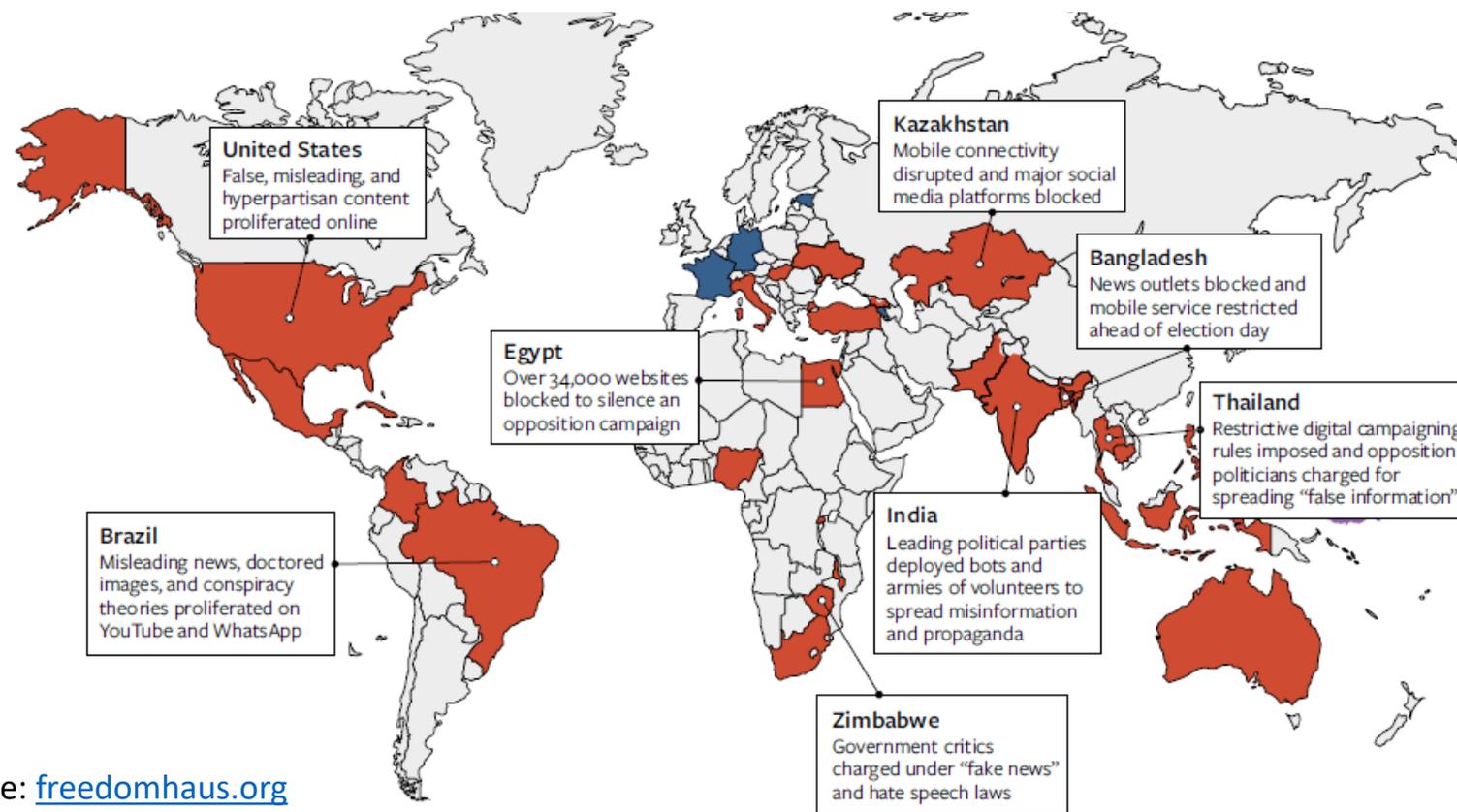
Source: [The Journal](#)

Le microciblage influence les électeurs



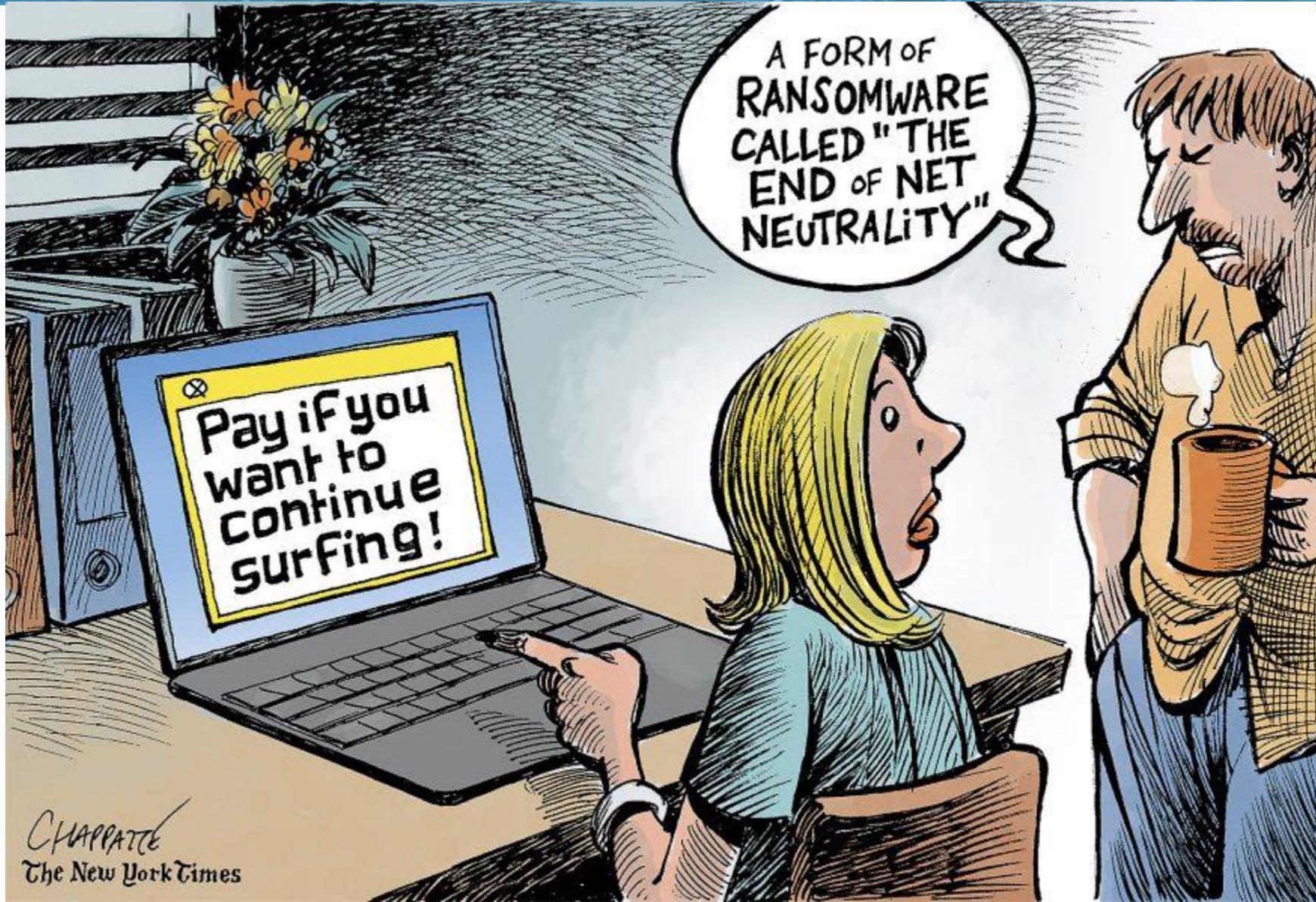
LE PHÉNOMÈNE MONDIAL DE L'INGÉRENCE ÉLECTORALE NUMÉRIQUE

Des acteurs nationaux ont pratiqué l'ingérence en ligne dans 26 des 30 pays qui ont organisé des élections ou des référendums l'année dernière.

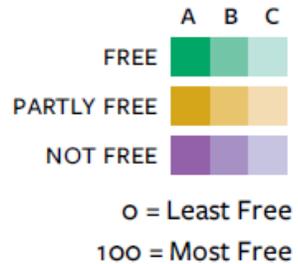


Impact sur les droits de l'homme

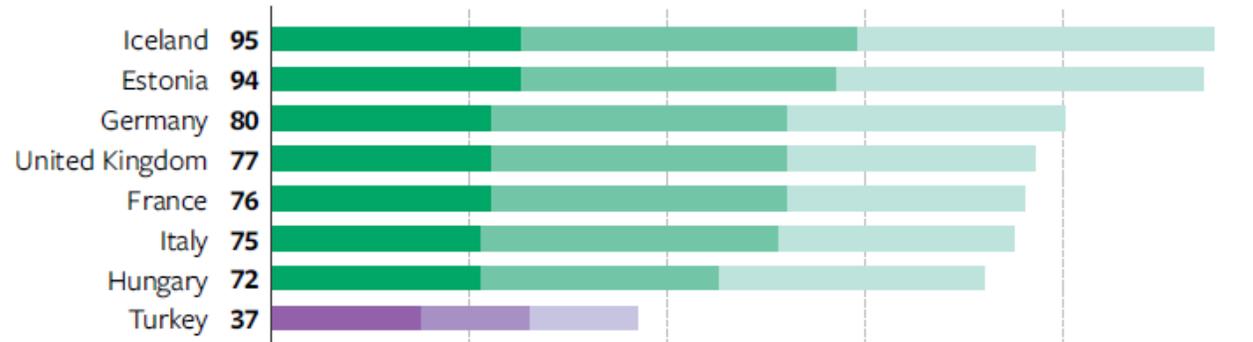
✓ Accès à
l'information



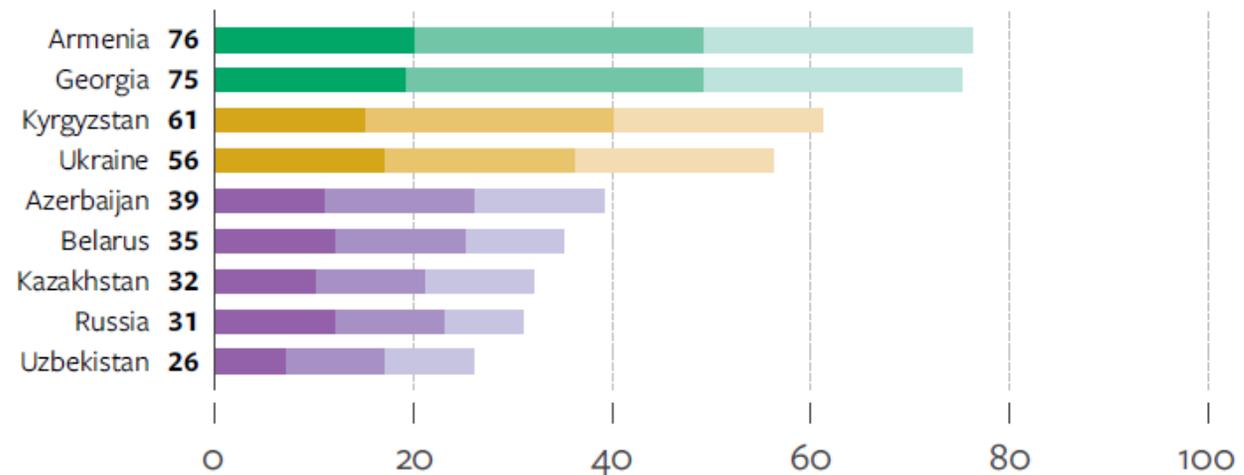
- A. Obstacles to Access
- B. Limits on Content
- C. Violations of User Rights



Europe



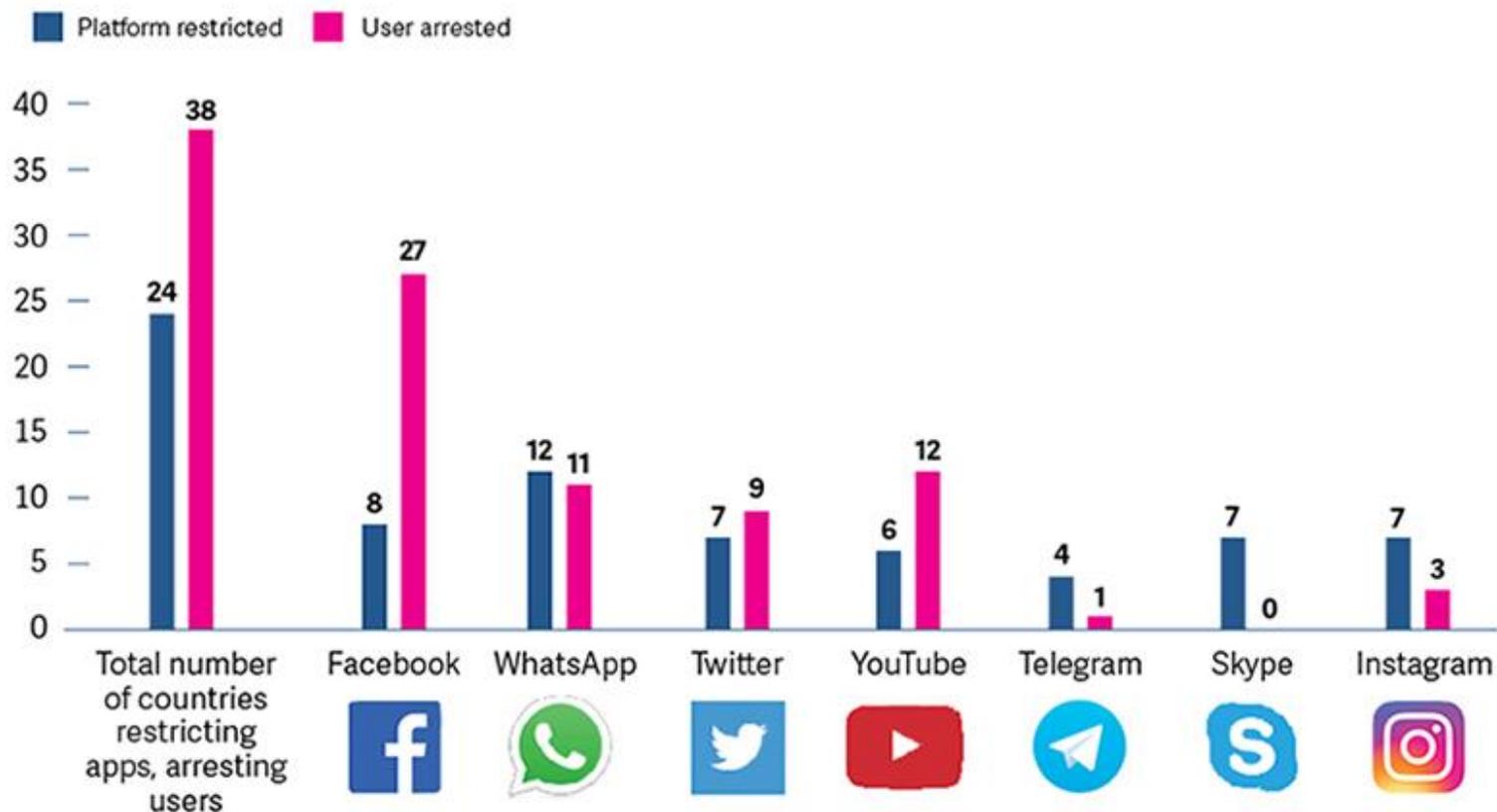
Eurasia



La surveillance de l'Internet se répand

Nombre de pays où des applications populaires ont été bloquées ou des utilisateurs arrêtés

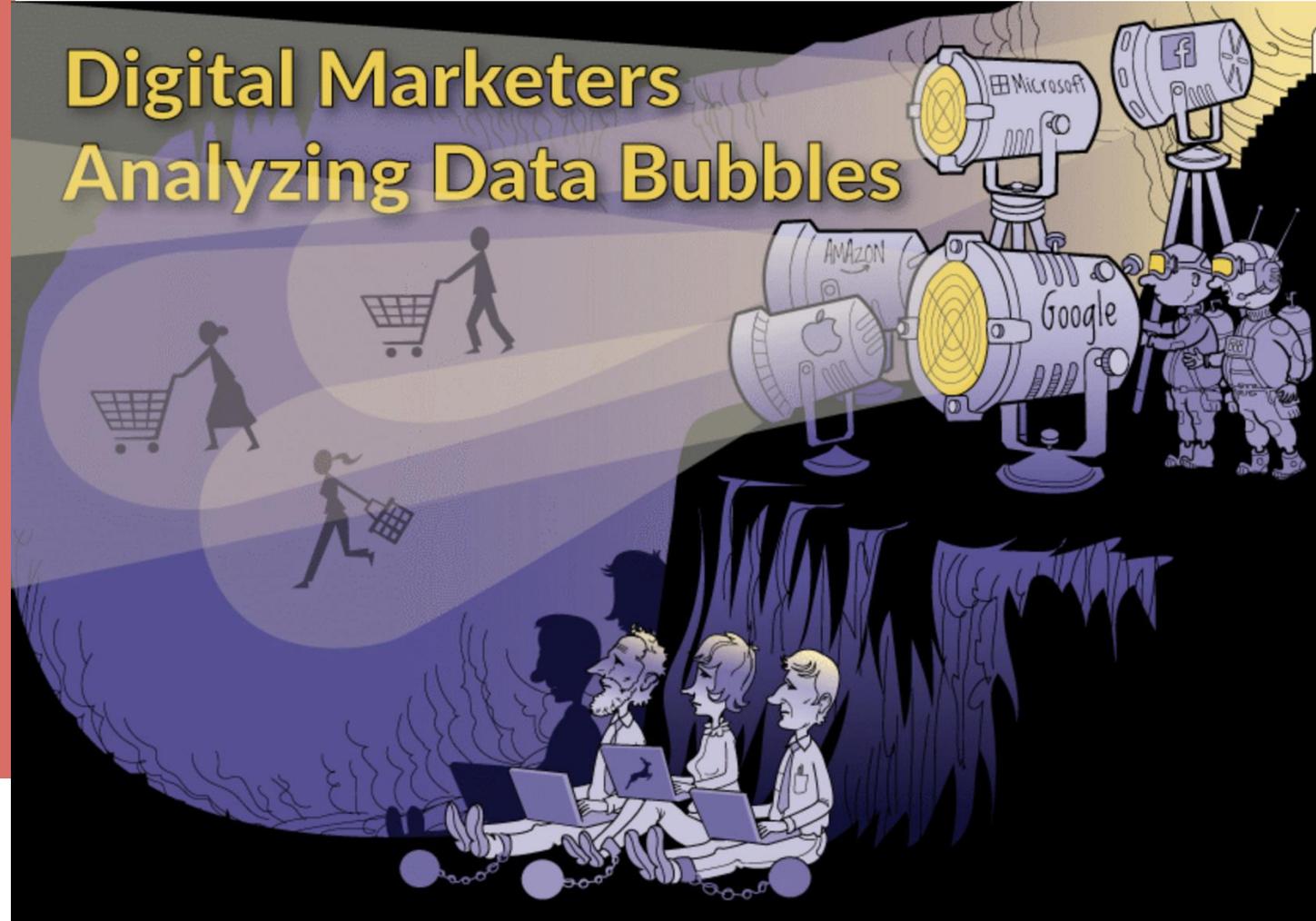
Whatsapp a été bloqué plus que tout autre outil, tandis que des utilisateurs de Facebook ont été arrêtés pour avoir publié des contenus politiques, sociaux ou religieux dans 27 pays.



Ai-je encore accès à l'information ?



Digital Marketers Analyzing Data Bubbles

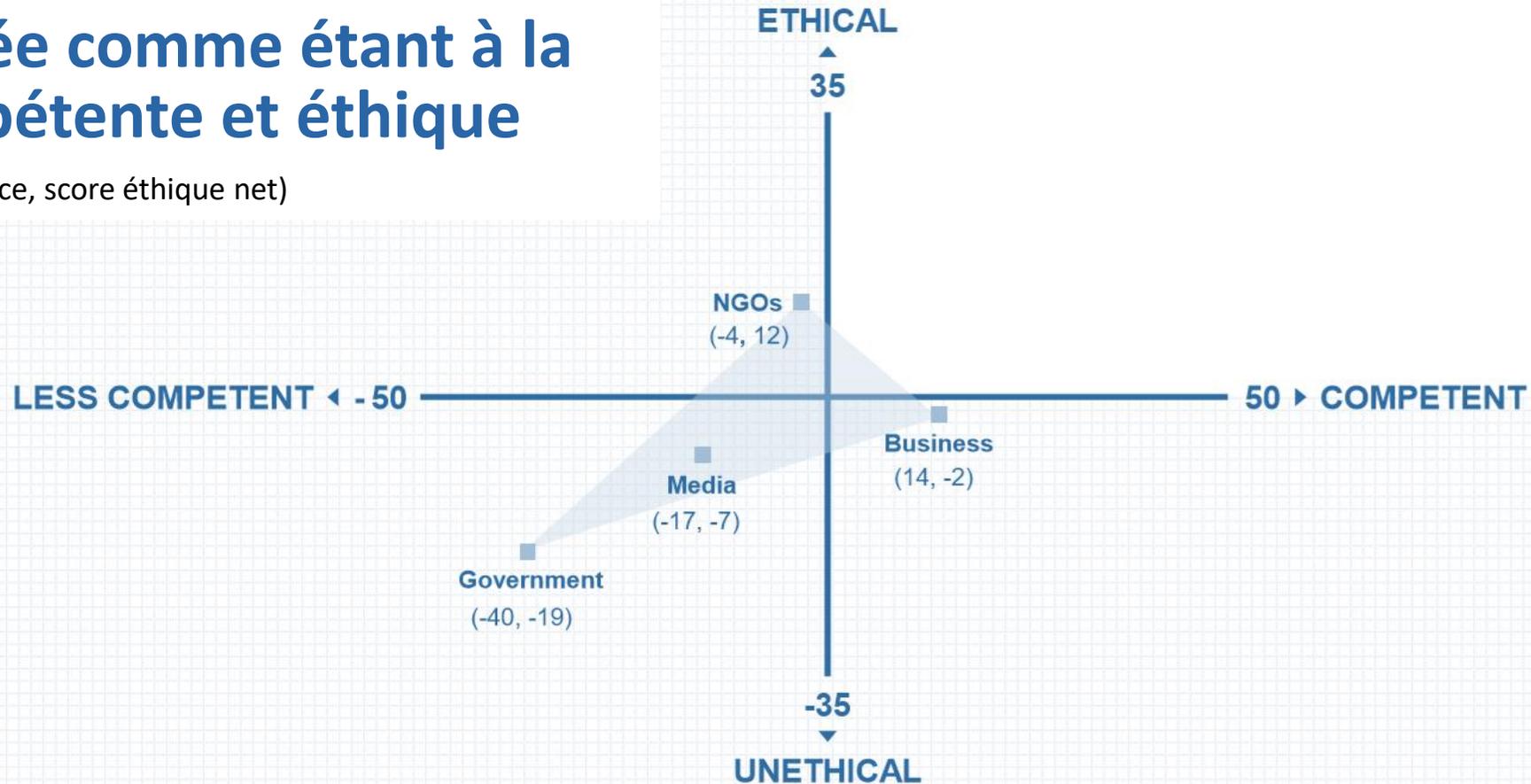


Impact sur les droits de l'homme

✓ **La confiance
du public**

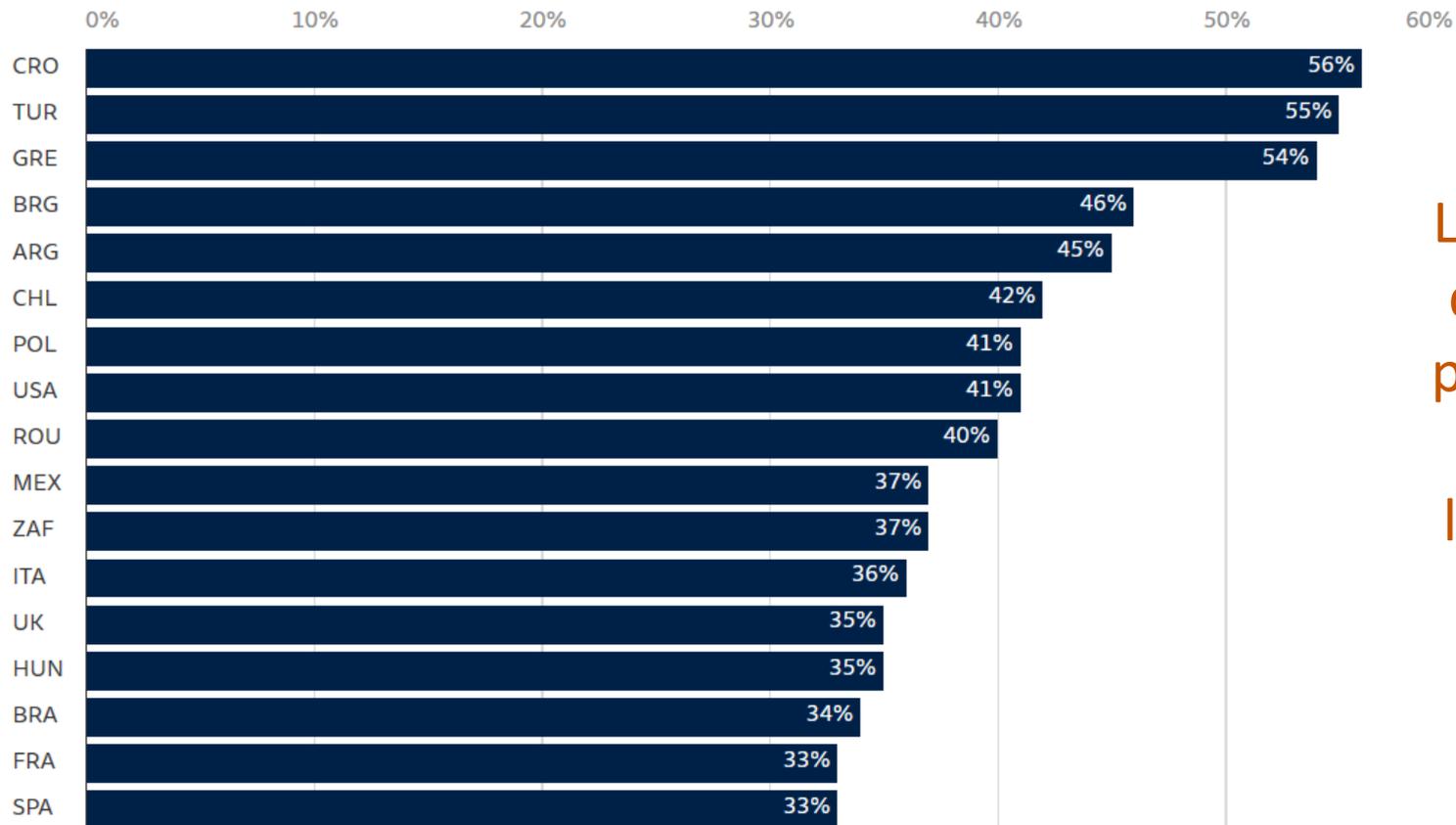
Aucune institution n'est considérée comme étant à la fois compétente et éthique

(Score de compétence, score éthique net)



Proportion de personnes qui évitent souvent ou parfois activement les informations

All markets



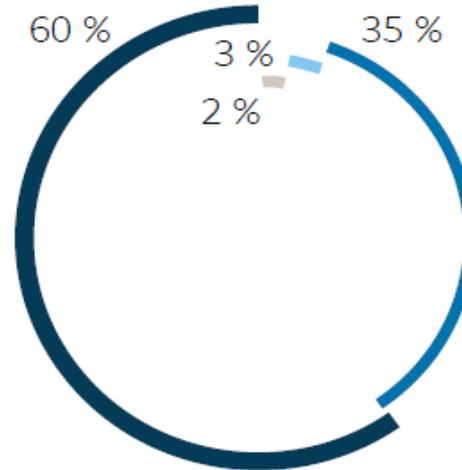
Le taux d'évitement des informations le plus élevé concerne la Croatie (56%), la Turquie (55%), et la Grèce (54%)

La méfiance à l'égard de l'Internet augmente

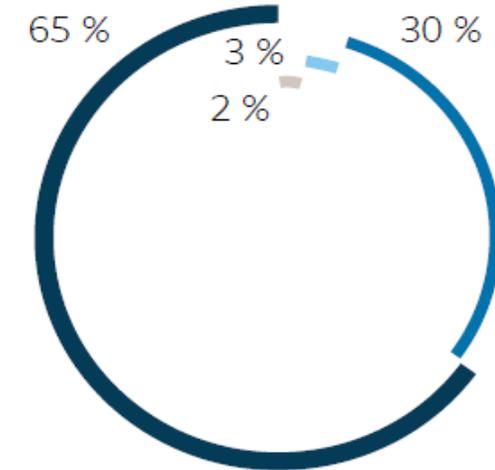
Par rapport à il y a cinq ans, êtes-vous plus ou moins prudent en ce qui concerne ...

Prudence des Européens lorsqu'ils utilisent l'Internet, 2021, en pourcentage

● Plus prudent ● Aucune différence ● Moins prudent ● Ne sait pas



la sécurité de vos appareils et de votre compte



la fiabilité des informations en ligne

Source: [Munich Security Brief](#)

Data: Kekst CNC, commissioned by the Munich Security Conference.

Illustration: Munich Security Conference.

*General population in France, Germany, Italy, Poland, Sweden, and the United Kingdom.

Impact sur les droits de l'homme

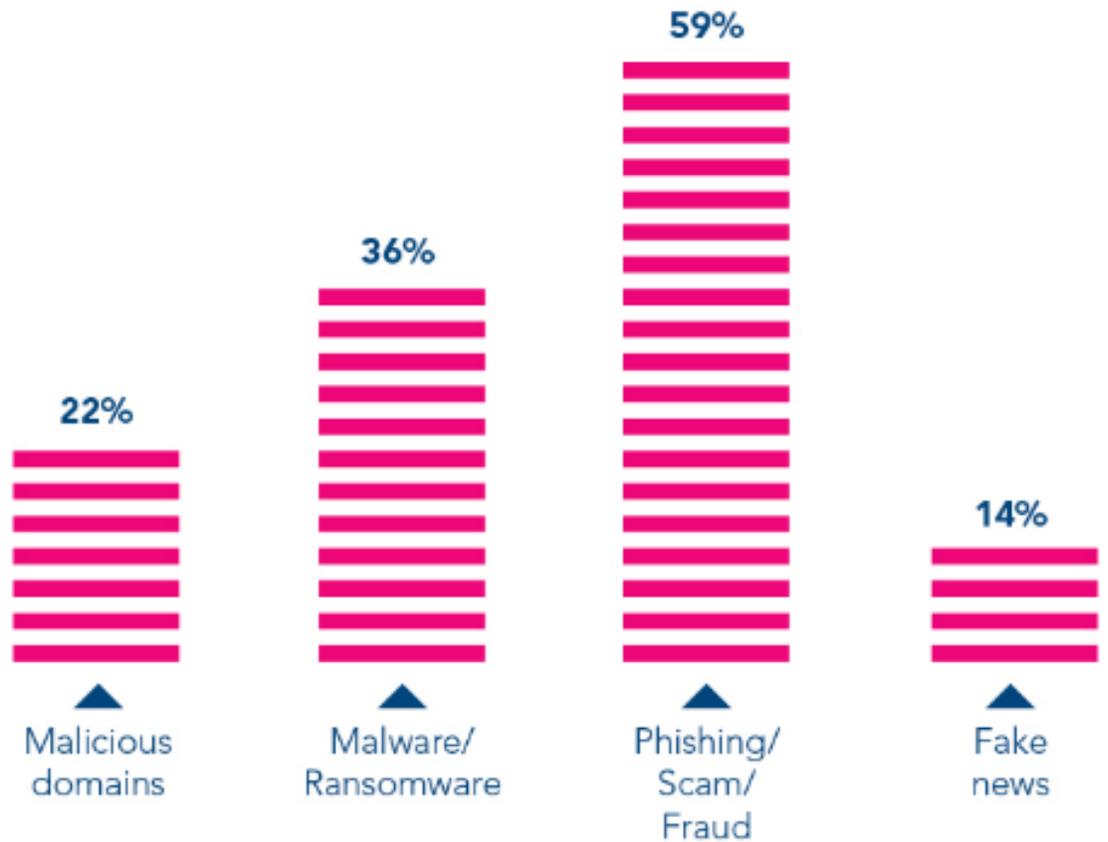
✓ Cybercriminalité

La cybercriminalité prolifère



La COVID-19 augmente les cybermenaces

Répartition des principales cybermenaces liées à la COVID-19 en fonction des informations communiquées par les pays membres



moderna



- Des documents de **l'Agence européenne des médicaments (AEM)** concernant les personnes éligibles au vaccin Moderna contre la COVID-19 ont été illégalement consultés lors d'une cyberattaque.
- **L'AEM** a aussi été visée par une cyberattaque qui a permis aux hackers d'accéder à des documents relatifs au développement du vaccin contre la COVID-19 de **Pfizer Inc** et **BioNTech**.
- **Moderna** a déclaré que sa soumission à l'AEM ne comportait aucune information permettant d'identifier des individus participant aux études cliniques et qu'il n'y a aucune information à l'heure actuelle indiquant que des participants aient été identifiés de quelque manière que ce soit.



Des fraudeurs vendent de faux certificats de vaccination COVID-19 sur le dark web dans le cadre d'une escroquerie à la pandémie qui se développe rapidement, selon des analystes en cybersécurité.

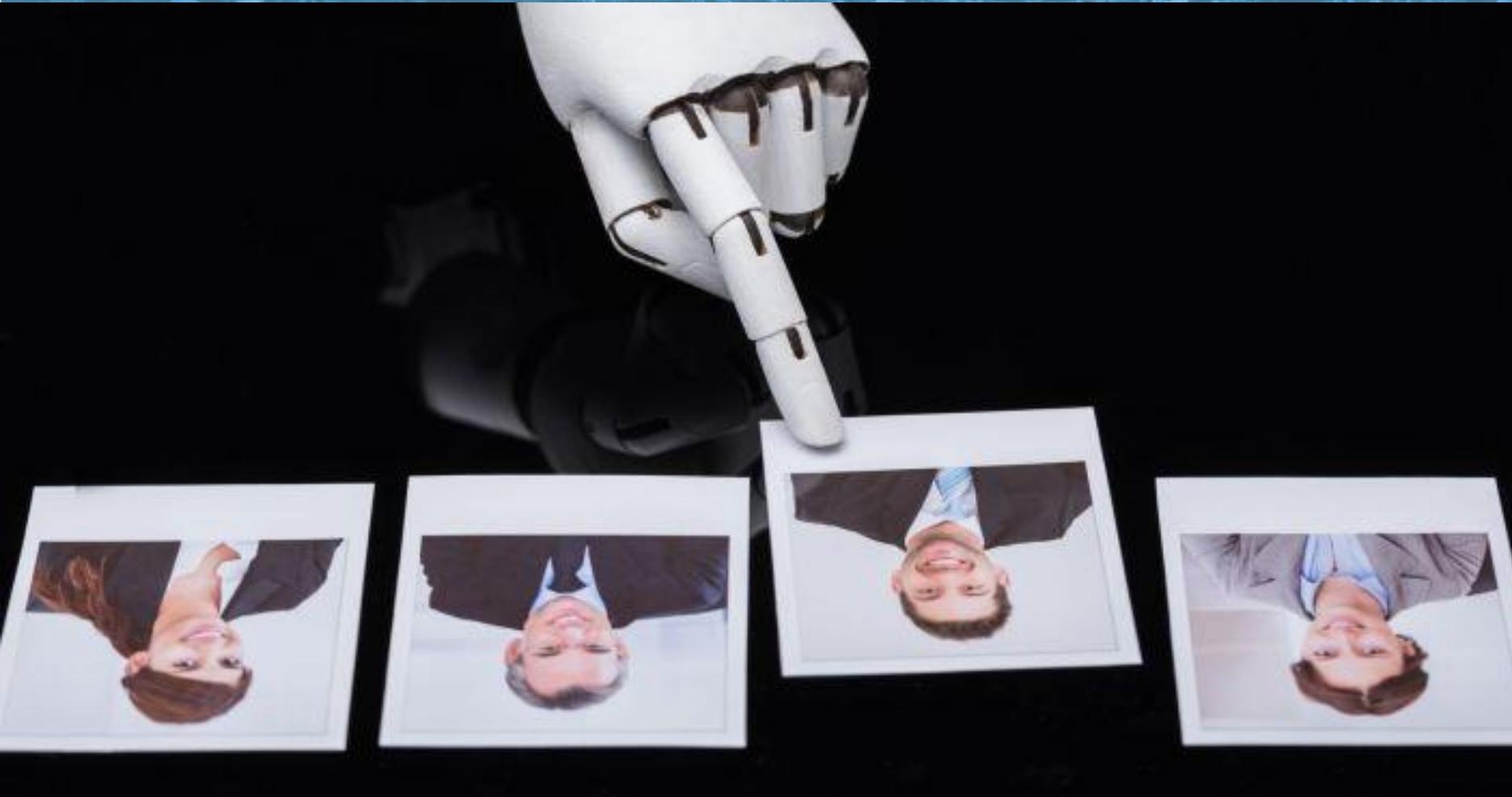
Impact sur les droits de l'homme

✓ **Discrimination**

Je suis constamment profilé



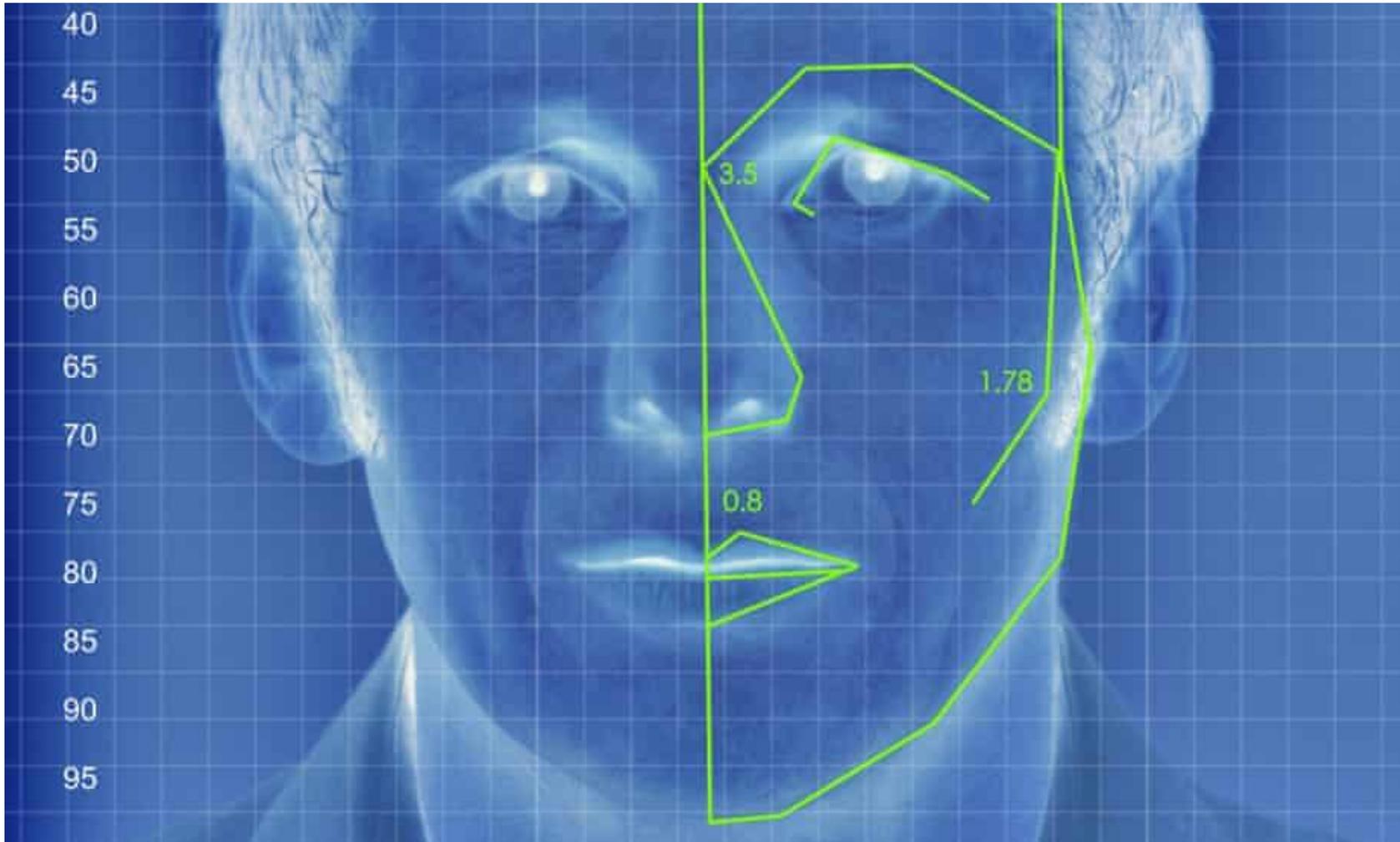
Ma carrière dépend de l'IA



Les entreprises britanniques ont utilisé **l'intelligence artificielle** et la technologie **d'expression faciale** dans le processus **d'entretiens d'embauche** pour trouver le meilleur candidat selon le **profil souhaité**.

Source: [techgrabyte.com](https://www.techgrabyte.com)

L'IA peut déterminer mon orientation sexuelle



Un algorithme a déduit **la sexualité des personnes** sur un site de rencontre avec une précision allant jusqu'à 91%, soulevant des questions éthiques délicates.

Les algorithmes sont souvent biaisés



The U.S. President as Chief Executive | HowStuffWorks...
 people.howstuffworks.com



Chief Executive Officer Average Salary in U...
 salaryexplorer.com



Chief Executive Officer Average Salary in United S...
 salaryexplorer.com



James McAndrews, chief executive
 gettyimages.ch

Les résultats d'une recherche Google sur le mot "PDG": **seulement 11% des personnes affichées étaient des femmes**, même si 27% des PDG aux États-Unis sont des femmes.



Ron Brenneman, president and chief e...
 alamyimages.fr



Chief Executive Officer ...
 globalpartnership.org



BROWN Zak (usa), Chief Executive Officer...
 alamy.com



USA | Comment McDonald's e...
 latribunedelhotellerie.com



Jean-Yves Fillion, chief executive office
 gettyimages.ch



Fraport USA appoints Mullaney as new Chi...



Laurent Rossi (FRA) Alpine Chief Exec...



Alan Murray on the Cost of CEOs Taking a ...



Chief Executive Officer (CEO) – American Academy...

Source: [newscientist.com](https://www.newscientist.com)

Image: [Recherche Google, 18 novembre 2021](#)

Les algorithmes font des erreurs regrettables



La police israélienne a arrêté un travailleur palestinien qui avait posté une photo de lui sur Facebook posant devant un bulldozer avec la légende « attaquez-les » en hébreu. Sauf qu'il ne l'avait pas fait : **l'arabe pour "bonjour" et "attaque-les" sont très similaires**, et le logiciel de traduction automatique de Facebook a choisi le mauvais.

Source: [timesofisrael.com](https://www.timesofisrael.com)

Qu'est-ce qui est à risque ?

- ✓ **Droit à la vie privée et familiale**
- ✓ **Liberté d'expression**
- ✓ **Droit de participer aux processus démocratiques, tels que les élections, à l'abri d'influences indues**

NOTRE OBJECTIF

Soutenir et coopérer avec les États membres pour modifier leur politique, leur législation et leurs pratiques afin de protéger et de promouvoir efficacement la liberté d'expression, la liberté des médias et la protection des données, conformément aux normes du Conseil de l'Europe.

Méthodologie
TRIANGULAIRE

NORMES
Recommandations
Conventions

Projets
Programmes
ASSISTANCE

Enquêtes
Mécanismes
MONITORAGE



Sauvegarder
la liberté
d'expression

Développer la
gouvernance
numérique



Protéger
la vie privée

Lutter contre la
cybercriminalité

Encadrer
l'intelligence
artificielle



Sensibilisation

- ✓ Étudier le "trouble de l'information"

Normes

- ✓ Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents officiels
- ✓ Projet de recommandation sur la promotion d'un environnement favorable à un journalisme de qualité à l'ère du numérique
- ✓ Recommandation sur les rôles et responsabilités des intermédiaires de l'internet
- ✓ Recommandation sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme



Actions de sensibilisation

- "Lutter contre les discours de haine dans les médias : le rôle des autorités de régulation et du système judiciaire", Conférence régionale, Zagreb 2018.

Normes

- ✓ Recommandation sur le « discours de haine »
- ✓ Recommandation sur les médias et la promotion d'une culture de la tolérance
- ✓ Recommandation sur le blasphème, les insultes à caractère religieux et les discours de haine contre des personnes en raison de leur religion

EN PRÉPARATION

- ✓ Projet de recommandation sur une approche globale de la lutte contre le discours de haine

Normes

- Recommandation sur le pluralisme des médias et la transparence de la propriété des médias
- Recommandation sur les rôles et responsabilités des intermédiaires de l'internet



Action de sensibilisation

- « Pluralisme des médias - Comment y arriver ? », Conférence internationale, Strasbourg, 2019.



Normes

- ✓ Déclaration sur la **viabilité financière** du journalisme de qualité à l'ère numérique
- ✓ Projet de recommandation sur la promotion d'un **environnement favorable** au journalisme de qualité à l'ère numérique

Actions de sensibilisation

- ✓ « (Dernier) appel pour un journalisme de qualité ? »
Conférence internationale, Ljubljana, 28-29 novembre 2019.
- ✓ Étude sur le soutien au journalisme de qualité par les médias via l'éducation à la maîtrise de l'information.



Normes

- ✓ Note d'orientation sur la **modération du contenu**

EN PRÉPARATION

- ✓ Projet de recommandation sur les **principes directeurs pour la gouvernance des médias et de la communication**
- ✓ Projet de recommandation sur la **communication électorale et la couverture médiatique des campagnes électorales**

Actions de sensibilisation

- ✓ Étude "La découvrabilité du contenu d'intérêt public en ligne".

Normes

- ✓ Recommandation sur le pluralisme des médias et la transparence de la propriété des médias
- ✓ Recommandation sur le pluralisme des médias et la diversité des contenus
- ✓ Déclaration sur le rôle des médias communautaires dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel

Actions de sensibilisation

- ✓ Étude "ESPACES D'INCLUSION - les besoins des réfugiés et des migrants dans le domaine de la communication médiatique et des médias communautaires".
- ✓ Etude « L'éducation aux médias pour tous - Soutenir les groupes marginalisés grâce aux médias associatifs »





Coopération

- Partenariat avec les entreprises du secteur numérique

25 entreprises et associations

Normes

- ✓ Recommandation relative à la **neutralité du réseau**
- ✓ Recommandation sur la **liberté de l'Internet**
- ✓ Recommandation sur les **rôles et responsabilités des intermédiaires de l'internet**

EN PRÉPARATION

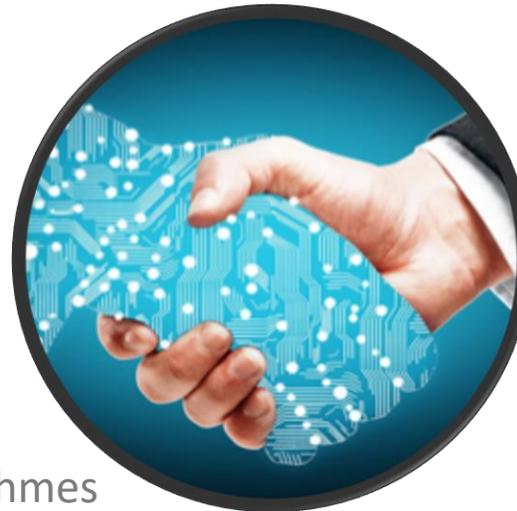
- ✓ un projet de recommandation sur **les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression**

LES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES ET LE MICRO CIBLAGE

- De nouveaux outils visent à assurer la transparence et l'intégrité des processus électoraux
- Le vote électronique ne recueille pas encore entièrement la confiance des votants
- Des flux d'informations plus équilibrés

PROTECTION DES DONNÉES

- L'IA nécessite des mégadonnées
- Le risque de biais est intégré dans les données utilisées pour former les algorithmes
- L'utilisation du Big Data dans les systèmes judiciaires représente un défi en termes d'égalité devant la loi
- Le renforcement des droits des personnes concernées est nécessaire



MODÉRATION DU CONTENU

- De plus en plus réalisée par l'IA (99% pour Facebook)
- Une approche de la suppression des contenus illégaux fondée sur les droits de l'homme est nécessaire.
- La transparence et l'équité des algorithmes sont nécessaires

CYBERSECURITE

- L'IA est sensible aux cybermenaces
- Les services de cybersécurité et l'éducation en la matière gagnent en importance
- Des forums holistiques des parties prenantes sont nécessaires

➔ **Convention sur la protection des données**

- 80 pays participants

➔ **Comité de la Convention**

Établir des normes internationales dans les domaines suivants :

- Intelligence artificielle
- Big data
- Données relatives à la santé
- Médias et vie privée
- Traitement des données par la police

Portée de la Convention sur la protection des données



55 parties
25+ observateurs

Observer Countries/DPAs

Acceding countries

Parties to Convention 108

Protection de la vie privée

- 
- ➔ Les principes de protection des données doivent être compris et appliqués dans l'ensemble des différents secteurs. Des travaux sont actuellement menés sur leur traduction pratique dans les domaines suivants:
- ➔
- éducation, enfants, sport,
 - l'échange automatique de données, notamment à des fins fiscales,
 - les identifiants numériques,
 - la justice, l'application de la loi,
 - la cybercriminalité,
 - le terrorisme,
 - l'utilisation de l'analyse des données personnelles dans le cadre des campagnes électorales et des élections à de nature politique
 - la bioéthique,
 - la lutte contre la traite des êtres humains

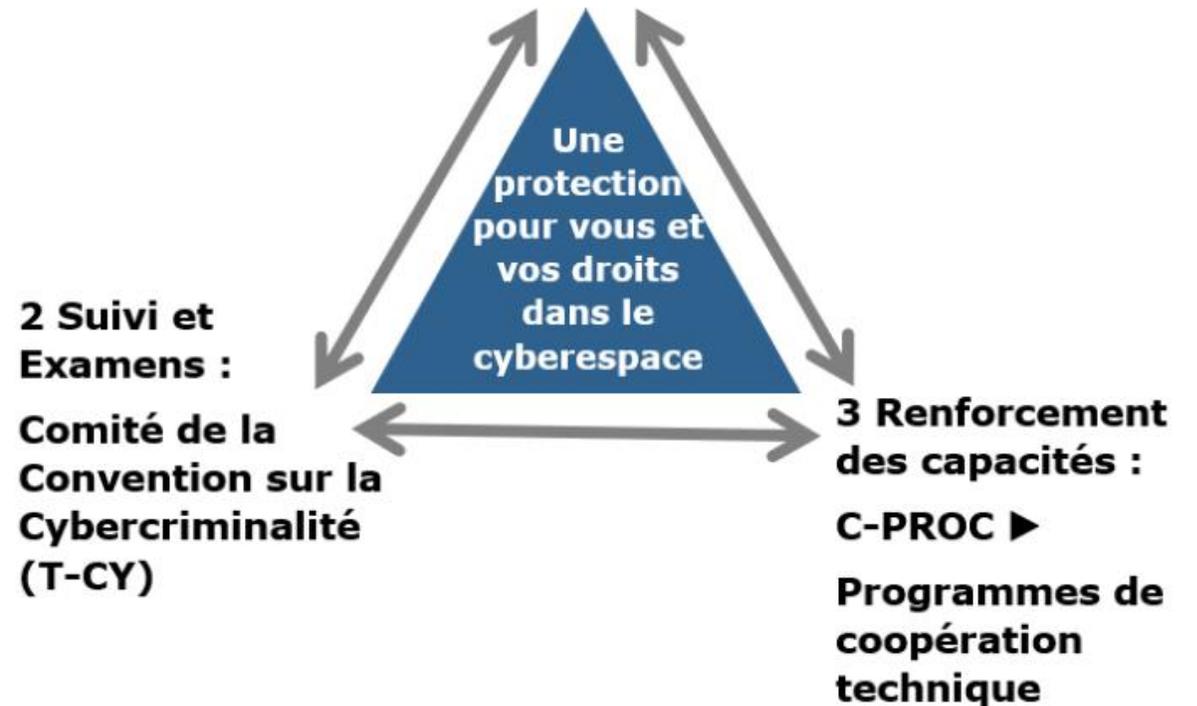
Convention de Budapest sur la cybercriminalité

- ✓ **Un cadre pour une coopération efficace** avec les garanties nécessaires en matière d'État de droit à la disposition de 66 États parties.
- ✓ **Une réponse efficace de la justice pénale** contre la cybercriminalité et d'autres délits impliquant des preuves électroniques.
- ✓ **Un système bien établi et fonctionnel** utilisé comme ligne directrice par près de 80 % des États dans le monde.

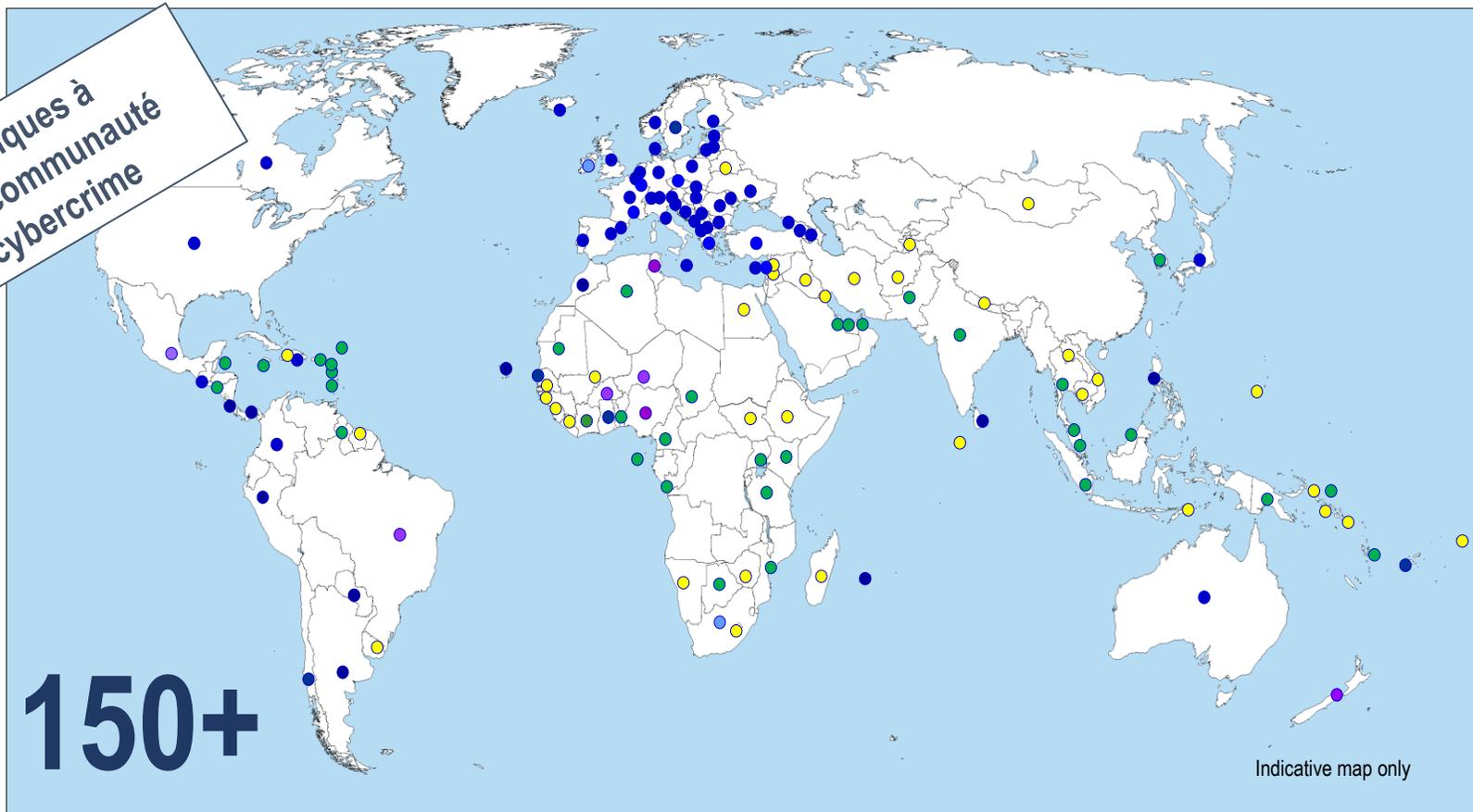
Convention de Budapest sur la cybercriminalité (2001)

- ✓ Infractions spécifiques contre et au moyen de systèmes informatiques
 - ✓ Pouvoirs procéduraux assortis de garanties pour enquêter sur la cybercriminalité et collecter des preuves électroniques en rapport avec tout délit
 - ✓ Coopération internationale en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.
- 1er Protocole sur la xénophobie et le racisme via les systèmes informatiques
 - Notes d'orientation
 - Projet de protocole sur le renforcement de la coopération en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques

1 Standards communs : Convention de Budapest sur la Cybercriminalité et normes connexes

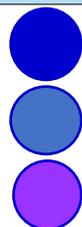


Pour des informations spécifiques à chaque pays, consultez la communauté Octopus sur www.coe.int/cybercrime



Portée de la Convention de Budapest

Parties: 66
 Ont signé: 2
 Invités à adhérer: 9
 = 77



Autres États dont la législation est largement conforme à la convention de Budapest = 20+
 Autres États dont la législation s'inspire de la convention de Budapest = 50+





Approche transversale :

- ✓ Traitement des données et droits de l'homme
- ✓ Utilisation de l'IA par le pouvoir judiciaire
- ✓ Implications de l'IA en matière de droit pénal
- ✓ Bioéthique et IA
- ✓ Environnement
- ✓ Éducation
- ✓ Égalité des genres, Jeunesse
- ✓ Enfants, Lutte contre la discrimination
- ✓ Culture, Eurimages
- ✓ Élections
- ✓ Liberté d'expression



Recommandations de l'APCE :

- Le rôle de l'IA dans les systèmes de **police** et de **justice pénale**
- Prévenir les **discriminations** causées par l'utilisation de l'intelligence artificielle
- Besoin d'une **gouvernance démocratique** de l'IA
- **L'interface cerveau-ordinateur** : nouveaux droits ou nouvelles menaces pour les libertés fondamentales ?

CEPEJ - **Charte éthique européenne** sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les **systèmes judiciaires** et leur environnement

Normes

- ✓ Déclaration sur les capacités de manipulation des processus algorithmiques
- ✓ Recommandation sur l'impact des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme
- ✓ EN PRÉPARATION : un cadre juridique pour le développement, la conception et l'application de l'intelligence artificielle fondé sur les normes du Conseil de l'Europe

Actions de sensibilisation

Étude : "Algorithmes et droits de l'homme"

Étude : "Responsabilité et IA"



CAHAI - Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle

- **Identifier les principales opportunités** et les impacts négatifs sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit.
- **Découvrir les lacunes** dans le niveau actuel de protection fourni par les instruments internationaux et nationaux existants.
- **Proposer un cadre juridique approprié** consistant en une combinaison d'instruments juridiques contraignants et non contraignants, qui se complètent mutuellement.
- **Le Conseil de l'Europe** est l'organisation qui pourrait apporter les fondations de la réglementation pour créer une confiance fondée sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Resources:

WWW.COE.INT/AI

Initiatives sur l'IA

Articles académiques

Webinars >

Politiques

GLOBAL
POLICY. AI 



2 JULY 2020

#06 - Predictive policing



16 OCTOBER 2020

#07 - Certification of algorithmic systems



10 DECEMBER 2020

#08 - What is the deep impact of AI on human rights?



02 FEBRUARY 2021

#09 - Facial Recognition v. Criminal Justice



21 MAY 2021

#10 - Deep fakes and automated content creator

131e session du Comité des Ministres (Hambourg (vidéoconférence), le 21 mai 2021)

- ✓ a **décidé de donner** la priorité aux travaux sur un **cadre pour le développement**, la conception et l'application de **l'intelligence artificielle**
- ✓ a **réaffirmé l'importance** d'une adhésion rapide à la Convention 108 modernisée afin de faciliter la mise en place **d'un régime juridique complet en matière de protection des données.**
- ✓ a **encouragé l'achèvement** du deuxième protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, qui vise à renforcer l'efficacité **de la coopération en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques**, à temps pour le 20e anniversaire de la Convention sur la cybercriminalité, en novembre 2021
- ✓ a **pris note de la préparation d'une nouvelle recommandation** complète par le Comité des Ministres sur **la lutte contre le discours de haine**, en ligne et hors ligne, afin de protéger la dignité humaine tout en respectant la liberté d'expression



Merci pour votre
attention !



ressources supplémentaires:

www.coe.int/freedomofexpression

www.coe.int/internetgovernance

www.coe.int/dataprotection

www.coe.int/cybercrime

www.coe.int/AI

Page Facebook

Information Society Group

 Albania - Albanie Tirana	 Estonia - Estonie Tallinn	 Lithuania - Lituanie Vilnius	 San Marino - Saint-Marin San Marino - Saône-Marin
 Andorra - Andorre Andorre-la-Vieille Andorre-la-Vieille	 Finland - Finlande Helsinki	 Luxembourg Luxembourg	 Serbia - Serbie Belgrade
 Armenia - Arménie Yerevan - Erevan	 France Paris	 Malta - Malte Valletta - La Vallette	 Slovakia - Slovaquie Bratislava
 Austria - Autriche Vienne - Vienne	 Georgia - Géorgie Tbilisi - Tbilissi	 Republic of Moldova - République de Moldovie Chişinău	 Slovenia - Slovénie Ljubljana
 Azerbaijan - Azerbaïdjan Baku - Bakou	 Germany - Allemagne Berlin	 Morocco - Maroc Marrakech	 Spain - Espagne Madrid
 Belgium - Belgique Brussels - Bruxelles	 Greece - Grèce Athens - Athènes	 Montenegro - Monténégro Podgorica	 Sweden - Suède Stockholm
 Bosnia and Herzegovina Bosnie-Herzégovine Sarajevo	 Hungary - Hongrie Budapest	 Netherlands - Pays-Bas Amsterdam	 Switzerland - Suisse Bern - Berne
 Bulgaria - Bulgarie Sofia	 Iceland - Islande Reykjavik	 Norway - Norvège Oslo	 "The former Yugoslav Republic of Macedonia" "L'Ex-République yougoslave de Macédoine" Skopje
 Croatia - Croatie Zagreb	 Ireland - Irlande Dublin	 Poland - Pologne Warsaw - Varsovie	 Turkey - Turquie Ankara
 Cyprus - Chypre Nicosia - Nicosie	 Italy - Italie Rome	 Portugal - Portugal Lisbon - Lisbonne	 Ukraine - Roumanie Bucharest - Bucarest
 Czech Republic - République tchèque Prague	 Latvia - Lettonie Riga	 Romania - Roumanie Bucharest - Bucarest	 United Kingdom - Royaume-Uni London - Londres
 Denmark - Danemark Copenhagen - Copenhague	 Liechtenstein Vaduz	 Russian Federation - Fédération de Russie Moscow - Moscou	 Belarus - Bélarus Minsk



 non-member state of the Council of Europe (Belarus)